Les 28 & 29 novembre :

WEEK-END DE FORMATION DU NPA-R JEUNES

» inscris-toi

page 16



RÉVOLUTIONNAIRES

66 29 OCTOBRE 2026 · 2 € · LE JOURNAL DU **NPA-RÉVOLUTIONNAIRES**

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

Le racisme tue et la répression mutile en défense des intérêts du Medef, le mouvement continue : construisons la grève dans les entreprises

L'attentat raciste de Trappes a coûté la vie à un homme de 26 ans, Pengo Bossio Wangi, et blessé cinq personnes dont une fillette de 12 ans qui se bat pour survivre. Cette tuerie a visé des quartiers populaires qui sont, comme beaucoup d'autres, la cible de discours racistes. Bardella avait qualifié Trappes de « capitale européenne du Jihad ». Le Pen, Retailleau et les macronistes cherchent à dénigrer et nous diviser, nous les travailleurs et les travailleuses qui faisons tourner ce pays. Et cette haine n'a même pas eu la décence de se taire depuis vendredi, entre le chef de la région Normandie Morin qui impute à demi-mot le massacre aux pilleurs du 17 octobre – forcément les jeunes noirs et arabes des banlieues, doit-on comprendre ? – et le Premier ministre Lecornu qui trouve le moyen d'associer le nazillon Quentin Deranque aux victimes dans un même hommage ! Les Parisiens rassemblés lundi soir pour dénoncer le massacre ont eu pour leur part droit à une triple dose de CRS, comme si c'était eux les criminels !

C'est toute cette société hypocrite, inégalitaire et autoritaire que la jeunesse rejette depuis maintenant plus d'un mois. Le mouvement lycéen, parti des anciennes colonies de Mayotte, des Antilles et des banlieues ouvrières de la capitale, ne connaît aucune trêve malgré les vacances scolaires. Les menaces de

SUITE PAGE 2 >>

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

POLITIQUE *p. 1 à 5*

Éditorial
Le 17 octobre et après, tous et toutes ensemble avec la jeunesse

Les lycéens ont ouvert une brèche que les travailleurs peuvent élargir : en grève pour la gagne !

Mobilisation lycéenne et étudiante : des annonces gouvernementales qui ne satisfont personne !

Escalade autoritaire : tenter de briser la force d'un mouvement qui déferle

Interview : *« C'est déjà le bilan le plus lourd jamais observé »*

Budget 2027 : comédie politicienne et braquage social

LFI et le mouvement : comment tirer les marrons du feu sans risquer de se brûler

Congrès du RN : un antisémite réélu président à 98,98 %… sous haute protection policière !

Trappes : un massacre islamophobe visant les Noirs et les Arabes

INTERNATIONAL *p. 6-7*

Les Israéliens aux urnes

Macron dans le Golfe : le choix d'approfondir l'intégration au dispositif impérialiste de Trump

Quels enjeux pour les *mid-terms* aux États-Unis ?

Présidentielles au Brésil : Lula bat de justesse le candidat d'extrême droite, mais pour les travailleurs rien n'est gagné

DOSSIER *p. 8-9*

LA JEUNESSE ET LES TRAVAILLEURS EN LUTTE DANS TOUTE L'EUROPE

Albanie : après près de six mois de « révolution des flamants roses », la Gen Z repart à l'assaut

Élections en Serbie : Vučić est dégagé, et maintenant ?

Allemagne : la Gen Z contre le militarisme

Italie : « Si vous ne nous laissez pas rêver, nous ne vous laisserons pas dormir ! »

Mouvement pour le logement, les salaires et contre les politiques de réarmement dans l'État espagnol

PREMIÈRES LIGNES *p. 10 à 13*

CULTURE *p. 14*

Jeux vidéo et capitalisme ; tels Mario, les grands groupes continuent de sauter sur la boite à fric

Romans

NPA JEUNES-R *p. 15-16*

La politique du NPA-R dans le mouvement en cours et ses coordinations

De l'explosion des colères à leur coordination : les lycéens s'organisent !



»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

Macron et Nuñez n'y ont rien fait : la jeunesse, rejointe par des centaines de milliers de travailleurs, était aussi nombreuse le 24 octobre que le 17, malgré les atermoiements des directions syndicales à contester les interdictions de manifester. Malgré aussi le déploiement de tout l'arsenal policier, avec son lot de mutilations désormais habituelles à la clé. Malgré enfin les groupes d'extrême droite adeptes du coup de poing, satellites de l'ombre du RN « en cravate », qui ont tenu à aider au « maintien de l'ordre » macroniste dans une vingtaine de villes – ils ont tenté d'attaquer les cortèges avant de se retrancher derrière les lignes de CRS complices. Le gouvernement, comme le RN, prétend défendre les libertés démocratiques comme le droit de manifester ou le droit de grève… jusqu'à ce que les travailleurs et les jeunes s'en servent !

Ce mouvement montre bien qu'il y a deux camps : d'un côté la jeunesse populaire et les salariés qui revendiquent la fin du tri social dans l'éducation, la santé ou tout service utile à la population ; qui exigent que les salaires suivent les prix avec un rattrapage de 600 ou 700 euros mensuels et un Smic à 2200 euros nets pour ne pas être dans le rouge dès le 10 du mois ; qui veulent vivre de leur travail donc interdire les licenciements et partager la tâche entre tous pour en finir avec le chômage. De l'autre côté, Total, profiteur de guerre qui rackette les automobilistes, Bolloré qui vomit sa haine raciste, Dassault qui s'engraisse sur des budgets militaires en hausse. Cette bourgeoisie ne feint l'empathie que pour les « commerçants », comme si elle vivait la même vie que les petits entrepreneurs indépendants qu'elle tient sous sa coupe par les franchises ou les prêts bancaires.

La démonstration est faite : les classes populaires ont la force du nombre et la détermination. Le gouvernement est acculé. Ça se voit aux mesurettes qu'il présente comme une « sortie de crise », espérant sans trop y croire qu'elles suffiront à siffler la fin du mouvement. Sauf que la lutte n'est pas une récré, et les lycéens en sont les premiers conscients. À nous travailleurs de nous attaquer maintenant au cœur du problème : bloquer la machine à profits par la grève. Discutons-en. Organisons-nous à la base, syndiqués et non syndiqués. Manifestons samedi 31 octobre, puis mardi 3 novembre avec les lycéens. Avec pour objectif que la grève du 5 novembre ne soit pas une journée de plus, mais le début d'une grève générale !

• 27/10/2026

Les lycéens ont ouvert une brèche que les travailleurs peuvent élargir : **en grève pour la gagne !**

Malgré le gros bâton et la micro-carotte agités par le gouvernement, il est probable que le mouvement lycéen passera les vacances. Il n'y aura pas de retour à la normale à la rentrée et cela affaiblit le gouvernement et son donneur d'ordre, le Medef. Macron ne peut qu'étaler son impuissance en se plaignant que ce n'est « pas normal qu'à six mois d'une élection présidentielle, notre pays soit dans cet état d'ébullition ». Cela, alors que les travailleurs n'ont pas encore massivement utilisé leur arme de prédilection, la grève, qui a été fatale à des gouvernements bien plus solides.

REJOINDRE LA JEUNESSE EN LUTTE

Des travailleurs combatifs ont accompagné les manifestations en semaine et prêté main forte face à la répression. Des centaines de milliers de salariés, souvent plus jeunes et précaires que la moyenne, ont manifesté les samedis 17 et 24 octobre – et ils remettront ça le 31. En témoignent les profils de ceux qui ont été amenés en comparution immédiate : intérimaire, ouvrier du BTP, soignante…

Cette jonction n'est pas seulement due au fait que la jeunesse défie le président des patrons et ses flics comme en 1968. En 2026, les lycéens et une partie des étudiants en lutte sont de futurs travailleurs, la jeunesse de la classe ouvrière. Grandes sœurs, grands frères et parents ne s'y trompent pas.

UNE VICTOIRE DES LYCÉENS SERA UNE VICTOIRE POUR TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

Il y a un enjeu en soi à ce que ces lycéens des quartiers ouvriers fassent reculer le pouvoir. Qu'ils obtiennent la fin du tri social (et donc raciste) dans l'éducation et les moyens indispensables pour que ce ne soit pas une enfumade. Une telle victoire, obtenue par leurs luttes organisées à la base, serait la promesse d'une génération de travailleurs forts d'une expérience précieuse.

POUR NOS REVENDICATIONS, VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE

C'est le moment pour les travailleurs de s'y mettre, non seulement pour aider les lycéens à gagner, mais aussi pour leurs revendications propres : que les salaires suivent les prix, que les licenciements soient interdits, et pour en finir avec les conditions de travail infernales auxquelles le « 8 heures-18 heures » dénoncé par les lycéens voudrait formater la jeunesse.

Oui, des victoires sont possibles sur tous ces fronts, à condition de ne pas remettre son sort à des élections, anticipées ou pas – les législatives de juin 1968, quelques jours après la plus grande grève générale de l'histoire du pays, avaient donné une large majorité à la droite. À condition aussi de ne pas s'en remettre aux calendriers et aux méthodes des bureaucrates syndicaux qui ne sont déjà pas capables de suivre les lycéens, et encore moins d'emmener des travailleurs en lutte à la victoire.

En s'inspirant de la jeunesse, en s'organisant à la base, syndiqués et non syndiqués, en coordonnant leurs efforts à tous les niveaux, du local au national, les travailleurs ont une occasion rare de faire céder un pouvoir en déshérence. Et ce ne serait qu'un début !

RAPHAËL PRESTON

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS ..... 20€ *OU 25€ PRIX DE SOUTIEN*
12 MOIS ..... 40€ *OU 50€ PRIX DE SOUTIEN*

NOUVEAU : **VERSION NUMÉRIQUE**
1 AN ..... 20€

- **PAR CARTE BANCAIRE** (SUR LE SITE)
  npa-revolutionnaires.org/abonnement

- **PAR CHÈQUE**
  À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
  ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA **BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12**

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 66 • 29 OCTOBRE 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ
« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0528D11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION *POP - PARIS OFFSET PRINT*
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

Mobilisation lycéenne et étudiante : des annonces gouvernementales qui ne satisfont personne !

Parcoursup était intouchable ? Le voilà remis sur la table. Pas un centime pour l'éducation ? Le gouvernement sort le portefeuille. Des « émeutes urbaines » disait-il ? Bien obligé de reconnaître le mouvement étudiant et lycéen. Plus personne ne parle d'augmentation des frais d'inscription à l'université. Voilà ce qu'a d'ores et déjà obtenu la mobilisation.

Les ministres Geffray et Baptiste annoncent que le tri social restera la règle, même si Parcoursup est relooké à la marge. Algorithme ou pas, le dispositif est adossé à la loi sur l'orientation et la réussite des étudiants (loi ORE, 2018) qui garantit la sélection. Au mieux, plus de *« transparence »* et de *« lisibilité »* pour maquiller la discrimination, mais pas avant 2028, après les élections et surtout hors de toute pression de la mobilisation. Sans moyens supplémentaires, la sélection se fera, par Parcoursup ou par l'échec.

Or, sur les moyens dans le supérieur, Lecornu annonce des miettes : 15 000 nouvelles places universitaires, là où le patronat réclame 10 000 places en BTS, 4 000 en IUT et 1 000 dans les formations de santé (alors qu'il y avait cette année 116 000 candidats pour 25 000 places en école d'infirmières). Un quart des 500 000 néo-bacheliers ne reçoivent aucune proposition satisfaisante sur Parcoursup. Ce qui est nécessaire pour en finir avec la sélection, ce sont 300 000 places supplémentaires en licence et 100 000 en master.

Pour le bâti scolaire : un « plan d'un milliard » pour les universités (mais seulement 200 millions maintenant)… et pour les lycées et collèges ? Rien, sinon le droit pour les départements et régions d'emprunter 4 pauvres milliards « à taux préférentiels ». Pour 51 000 établissements (3 700 lycées et 7 000 collèges, 47 000 écoles), les chiffres repris par le Sénat lui-même évaluent à 52 milliards la rénovation totale, 10 fois plus.

Plafond de 28 élèves par classe en seconde… Mais combien en première et en terminale ? 36 ? 40 ? Pour ce faire, les ministres proposent de suspendre les suppressions de postes d'enseignants et même d'en créer 500 au lycée : 0,2 % d'augmentation d'effectifs dans le secondaire, de quoi passer de 35 élèves par classe… à 34,9 ! À comparer aux 7 000 postes qui y ont été supprimés sous Macron : ce sont en fait des dizaines de milliers de postes d'enseignants, infirmières, conseillers d'orientations, AED, AESH qu'exige la mobilisation !

> « Le vrai problème du gouvernement, c'est que les revendications lycéennes et étudiantes font déjà écho à celles des salariés. »



Promesse de revalorisation des bourses étudiantes en fonction de l'inflation ? De quoi encourager tous les salariés du pays à réclamer l'augmentations des salaires, eux aussi indexés sur les prix ! Car le vrai problème du gouvernement, c'est que les revendications lycéennes et étudiantes font déjà écho à celles des salariés : emploi, salaires, services publics… Oui le gouvernement recule, la mobilisation lui fera ravaler Parcoursup et rendre tout ce qu'il a volé aux services publics !

LÉO BASERLI

ESCALADE AUTORITAIRE : TENTER DE BRISER LA FORCE D'UN MOUVEMENT QUI DÉFERLE

Le gouvernement déchaîne toute la puissance de son appareil répressif contre un mouvement porté massivement par la jeunesse. À la violence physique s'ajoute un arsenal judiciaire et administratif conçu pour briser des vies. Sa justification ? Le sempiternel prétexte des « casseurs ». Mais des milliers de pancartes renversent l'accusation : ce sont gouvernement et patronat qui cassent les services publics et pillent les travailleurs pour les profits. La violence, c'est celle d'un ordre social contre lequel jeunes et travailleurs se lèvent aujourd'hui, malgré la répression. En cherchant à étouffer la contestation, le pouvoir n'a fait que révéler sa propre faiblesse. Chronique d'une soumission qui n'a pas eu lieu.

MALGRÉ LES INTERDICTIONS, DES MANIFESTATIONS MASSIVES : UNE GIFLE POUR LE GOUVERNEMENT

Macron avait prévenu le 22 octobre : *« Il n'y aura pas de manifestations dans les jours à venir. »* Celles déclarées par des gens *« qui n'ont aucune légitimité pour cela »* seraient interdites. Une attaque sans précédent contre le droit de manifester. Résultat ? 800 000 manifestants le 24 octobre. À Paris, une marée humaine a déferlé, malgré l'interdiction du parcours initial au départ de Bastille. Une gifle.

Pourtant, le gouvernement ose attribuer ce succès à sa méthode de maintien de l'ordre. *« Sans la police, il n'y aurait pas eu de cortèges »*, affirme Nuñez. C'est l'inverse : si les cortèges ont été si massifs, c'est malgré les interdictions, l'arsenal militaire et les violences policières qui ont fait rage dans des dizaines de villes – avec parfois, en supplétifs, des bandes de nazillons protégées par la police. La répression est telle que même le RN a du mal à surenchérir. De quoi alerter ceux qui ne voient le danger qu'à l'horizon 2027 : Macron va déjà plus loin que le gouvernement Meloni.

FUITE EN AVANT RÉPRESSIVE

À la violence policière s'ajoute une répression judiciaire inédite : nombre colossal d'interpellations et de gardes à vue (notamment de mineurs), conditions de détention infernales et peines sidérantes – comme ces 14 mois pour avoir ramassé une boîte de lait infantile devant une pharmacie… À côté de ça, combien de ferme pour Sarkozy ou Le Pen ? La semaine du



17 au 24 octobre a connu le plus grand nombre de comparutions immédiates de toute l'histoire de la Vᵉ République.

Le gouvernement a aussi recours aux couvre-feux – arme qui puise ses racines dans la brutalité coloniale française, de l'Algérie à la Kanaky (voir entretien avec Mᵉ Crusoé, page suivante) – ou encore à des chefs d'inculpation les plus arbitraires pour criminaliser les manifestants. On n'est plus puni pour ce qu'on fait, mais pour ce qu'on est ou ce que la société présume de nous : *« classes laborieuses, classes dangereuses »*.

C'est le cas du délit de « groupement en vue de la préparation de violences », largement utilisé aujourd'hui contre les lycéens. Créée en 2010, cette infraction a été utilisée depuis contre les Gilets jaunes, la mobilisation des retraites ou encore les révoltes suite au meurtre de Nahel. Elle sert à interpeller quiconque est à une manifestation avec, par exemple, du matériel de protection (lunettes de piscine…), sans avoir à prouver d'infraction. Cette logique s'inscrit dans un arsenal « préventif », étoffé par la droite comme la gauche : rétentions de sûreté, assignations à résidence, accusations de terrorisme, délit de dissimulation du visage…

LOI « CASSEUR-PAYEUR », UNE OPÉRATION DE COM' AUX CONSÉQUENCES BIEN RÉELLES

Le gouvernement veut aller encore plus loin avec sa loi *« casseur-payeur »*. L'État peut déjà réclamer à des manifestants le coût des dégradations, même sans condamnation pénale. Le projet gouvernemental vise à franchir un cap supplémentaire : instaurer une *« responsabilité collective »* permettant de réclamer jusqu'à 10 000 euros à des personnes présentes sur les lieux, sans avoir à établir qu'elles sont elles-mêmes à l'origine des dégradations. Une rupture avec le principe d'individualisation de la peine, qui pourrait endetter des jeunes jusqu'au cou.

En attendant le vote, les sénateurs se lâchent, en proposant des saisies sur les allocations familiales, les APL ou le RSA, et en supprimant le plafond du nombre de « drones judiciaires » pouvant être déployés pour verbaliser ! Nuñez ajoute sa touche perso : pourquoi ne pas carrément interdire de manifester à toute personne « jugée susceptible de troubler l'ordre public » ?

S'IL EST UNE « RESPONSABILITÉ COLLECTIVE » À CONDAMNER, C'EST CELLE DE CEUX QUI DISTILLENT LE POISON RACISTE POUR PERPÉTUER LEUR ORDRE SOCIAL

Ces politiques répressives, la jeunesse des quartiers populaires les subit déjà au quotidien. Alors, quand le gouvernement va jusqu'à interdire, lundi 26 octobre, à Paris, un rassemblement en solidarité avec les victimes de l'attentat raciste de Trappes, il montre son vrai visage. Il ne sert que les puissants et est prêt à tout pour maintenir leur ordre social, quitte à reprendre les discours les plus haineux qui sont ceux qui ont armé le bras du tireur de Trappes. Voilà la véritable violence à dénoncer.

HÉLÈNE ARNAUD

« C'EST DÉJÀ LE BILAN LE PLUS LOURD JAMAIS OBSERVÉ »



Extraits d'un entretien avec Lionel Crusoé, avocat avec lequel le NPA-R avait déjà combattu les arrêtés d'interdiction des manifestations contre le génocide en Palestine.

» **Couvre-feux et interdictions, une nouvelle étape dans la répression de ce mouvement, est-ce inédit ?**
Premièrement, il y a un usage politique qui est fait de ces couvre-feux. Ils servent à mettre le mouvement de contestation sous cloche. C'était déjà le cas à l'époque du mouvement contre la réforme des retraites. Deuxièmement, l'État organise l'impossibilité de contester efficacement les arrêtés d'interdiction de manifestation qu'il prend. Encore hier soir [le 26 octobre 2026], le préfet a publié, en début de soirée (donc sans possibilité de saisir le juge), un arrêté interdisant, le soir même, un rassemblement à République à la suite de l'attentat de Trappes.

» **Quels liens entre couvre-feux et état d'urgence ?**
Ils ont souvent été pris, après déclaration de l'état d'urgence, pendant la guerre de libération nationale en Algérie, ou plus récemment en novembre 2005 lors des révoltes urbaines ou en mai 2024 en Nouvelle-Calédonie-Kanaky. Pour autant, ces mesures ne sont pas une spécificité de ce régime d'exception. Elles ont tendance à se banaliser.

» **Imposer un couvre-feu après un 17 octobre est particulièrement symbolique, peux-tu revenir sur le couvre-feu du 17 octobre 1961 ?**
Cette date est en effet douloureusement symbolique, dans la mémoire du mouvement ouvrier et anticolonial. Une manifestation de travailleurs algériens qui avait défié un couvre-feu avait été réprimée par la police placée à Paris sous les ordres de Maurice Papon. On parle de plus de 200 morts.

» **On l'a vu, lors des blocages lycéens, 90 % des interpellations visaient des mineurs, près de 30 % le 17 octobre, quel sort est fait aux mineurs par la justice aujourd'hui ?**
Pour les seules journées du 17 et du 24 octobre, on estime que le mouvement a donné lieu à près de 4 000 interpellations et 2 700 placements en garde à vue. 17 détentions provisoires ont été prononcées. C'est déjà le bilan le plus lourd jamais observé. Le pire est que le nombre de condamnations n'est, à ce stade, pas tout à fait quantifiable, faute de données statistiques sur le bilan pénal.

Budget 2027 : comédie politicienne et braquage social



SÉBASTIEN LECORNU À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.
CADPTURE D'ÉCRAN ASSEMBLÉE NARIONALE

Le budget 2027 aurait dû passer comme une lettre à la poste. Le gouvernement était parti pour prolonger la cure d'austérité : gel des pensions de retraite, gel des APL, des allocations familiales et de la plupart des prestations sociales. Quelques embauches de fonctionnaires étaient au programme, mais dans des secteurs bien choisis : l'armée, la police, la justice.

Les partis qui ont joué le rôle de béquille du gouvernement ces dernières années, le PS et le RN, avaient prévu un peu de battage pour la forme, mais ils comptaient surtout ne pas trop le tenir en échec, de peur d'une dissolution. Les affaires devaient se régler après la présidentielle, et tant pis pour ceux qui allaient pâtir dès aujourd'hui des conséquences du dernier budget macroniste.

C'était sans compter sur l'irruption massive des lycéens et étudiants dans l'arène politique, qui met tout ce petit monde sur le grill. Plus personne ne voulait assumer la responsabilité d'un budget antisocial et chacun y est allé de son petit tas d'amendements. Mais qu'importe, c'est de toute façon le gouvernement qui imposera sa copie.

Par ordonnances ? Cette méthode, inédite en matière budgétaire, présenterait l'intérêt pour le PS et le RN de pouvoir renverser le gouvernement sans empêcher la mise en place du budget : pratique pour paraître radical tout en étant, sur le fond, très responsable.

Par un nouveau 49.3 ? Un tel coup de Lecornu pousserait ses opposants dans leurs retranchements. Le RN, sûr de sa victoire en 2027, a déjà fait savoir qu'il n'irait pas jusqu'à la censure et qu'il voterait de toute façon un rectificatif à l'été prochain. Sauf, ajoute-t-il, si le budget prévoit trop de hausses d'impôts, manière de flatter les milieux bourgeois petits et grands, jamais rassasiés.

LFI reste en dehors de cette cuisine parlementaire et a d'ores et déjà annoncé la censure quoi qu'il arrive. Mais le mouvement profite également de la séquence pour recentrer la candidature de Mélenchon. Son contre-budget a certes suscité des cris d'orfraie, mais il contient bien quelques renoncements (la retraite à 60 ans n'est plus qu'un horizon) et surtout il cherche à convaincre certains capitalistes *« qu'ils peuvent avoir intérêt à ce que notre politique l'emporte »*, dixit Éric Coquerel.

BASTIEN THOMAS

LFI et le mouvement

Comment tirer les marrons du feu sans risquer de se brûler

« *C'est comme ça qu'il faut répondre à un mouvement, au lieu de le traiter par le mépris depuis des semaines* », a déclaré Glucksmann, le candidat « social-démocrate » à la présidentielle à propos des mesurettes annoncées lundi 26 octobre par le gouvernement en réponse aux revendications de la jeunesse, prouvant ainsi qu'il se place non pas du point de vue des jeunes en révolte, mais du côté de ceux qui sont au pouvoir. Mais rien de très surprenant : pour le PS et ses affidés, le mouvement lycéen est un élément perturbateur de leur petite campagne pépère… Du côté de Mélenchon et LFI, le discours n'est apparemment pas le même : le soutien au mouvement est clair et des figures connues du parti se sont affichées à la porte des lycées aux côtés des jeunes.

Les militants jeunes de LFI tentent d'intervenir dans le mouvement, essentiellement au travers d'organisations qui ne sont que des coquilles vides, comme l'Union étudiante, mais qui peuvent être considérées par le pouvoir comme des interlocuteurs, car les gouvernements ne discutent qu'avec des « corps intermédiaires » et fuient toute rencontre avec les représentants directs, élus, des mouvements.

De facto, LFI intervient donc finalement assez peu à l'intérieur même du mouvement, laissant à d'autres les innombrables tâches concrètes que nécessite la lutte. Ne pas mettre les mains dans le cambouis, mais récolter les fruits de la mobilisation, c'est ce que Mélenchon exprime clairement : « *Notre rôle est de nous mettre au service du mouvement, de l'aider dans les transitions de ses phases et d'être identifiés comme débouché politique dans les institutions de pouvoir. Parce qu'au bout de la crise de régime, nous avons une solution pacifique et positive. Je la résume : la Constituante et la VIe République.* » (*Mediapart*, 23 octobre)

Le « débouché politique » de LFI se résume donc à la prochaine présidentielle et son programme fumeux de VIe République. Pour les révolutionnaires, le « débouché politique », c'est le mouvement lui-même, plus précisément les moyens que les jeunes se donnent pour faire aboutir leurs revendications. Nous faisons nôtres ces phrases du *Manifeste du Parti communiste* de 1848 : « [Les communistes] *n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.* […] *Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.* » Parmi les lycéens d'aujourd'hui, il y a les travailleurs de demain. La lutte actuelle a appris aux jeunes non seulement que le fondement de l'État bourgeois, ce sont les flics, les juges, l'armée, mais aussi comment s'organiser directement contre eux.



JEAN-LUC MÉLENCHON DANS LE CORTÈGE PARISIEN, LE 24 OCTOBRE.
CAPTURE D'ÉCRAN YOUTUBE J.-L. MÉLENCHON

> « LFI compte engranger les « bénéfices politiques » du mouvement actuel, entendez par là un bénéfice électoral. »

LFI compte engranger les « bénéfices politiques » du mouvement actuel, entendez par là un bénéfice électoral. C'est probable. Mais c'est surtout le signe de la radicalisation de la jeunesse qui se tourne vers ce qu'elle perçoit comme étant le plus radical. C'est donc un signe extrêmement positif, à condition que des organisations révolutionnaires soient ouvertement présentes pour l'inévitable moment où le radicalisme de la jeunesse et du monde du travail se heurtera au conservatisme social d'un Mélenchon.

Le mouvement actuel contribue largement à redonner au monde du travail confiance en lui-même et dans les luttes. Répétons-le, les communistes révolutionnaires n'ont pas d'objectifs à défendre autres que ce qui peut faire gagner le mouvement. Tout ce qui y contribue renforce la classe ouvrière. Au-delà des calculs électoraux mesquins, c'est l'essentiel pour l'avenir.

JEAN-JACQUES FRANQUIER

CONGRÈS DU RN : UN ANTISÉMITE RÉÉLU PRÉSIDENT À 98,98 %... SOUS HAUTE PROTECTION POLICIÈRE !

C'est dans une ville en état de siège (3 000 flics, véhicules blindés Centaure garés à l'arrière du Zénith, ponts sur la Loire coupés à toute circulation, manifestations interdites, 17 000 contrôles d'identité, couvre-feu pour les moins de 15 ans...) que le Rassemblement national a tenu son congrès à Orléans. Les gros bras de sa milice privée, le DPS, n'en étaient pas plus détendus : palpation à l'arrière du dos des femmes pour vérifier qu'elles avaient bien un soutien-gorge « par peur des Femen », expulsion violente de journalistes de ***Mediapart*** *(dont l'un a subi des insultes racistes) et de trois militants de l'Union des étudiants juifs de France qui ont réussi à déployer une banderole pendant le discours de Bardella rappelant ses propos antisémites... L'ambiance était donnée par le député européen Matthieu Valet qui a promis qu'avec « Marine Le Pen et Jordan Bardella, la France aurait sorti les Centaures face aux racailles et aux antifas. » Avant d'ajouter : « Nous déclarerons comme organisation terroriste tous les mouvements antifascistes ! »*



JORDAN BARDELLA, RÉÉLU PRÉSIDENT DU RN, AU ZÉNITH D'ORLÉANS, LE 24 OCTOBRE.
CAPUTURE D'ÉCRAN FRANCE INFOS

ÉTAT DE SIÈGE À L'EXTÉRIEUR... MAIS BEAUCOUP DE SIÈGES VIDES À L'INTÉRIEUR !

Pas plus de 4 000 places occupées dans un Zénith qui en compte 6 000 le samedi matin au moment du discours d'auto-satisfaction de bilan de Bardella, seul candidat à sa succession... D'après lui, les membres du parti sont passés de *« 36 000 à 160 000 »*, ce qui n'est pas très raccord avec les chiffres annoncés par le RN lui-même sur le nombre de participants au vote en ligne en amont du congrès : 76 000... C'est surtout sur les performances électorales inédites du RN que Bardella a axé son discours : premier groupe à l'Assemblée nationale, première délégation française au Parlement européen, création d'un groupe au Sénat il y a un mois et présence dans le parti de *« plus de 3 000 élus locaux »*, pour évidemment prédire que cette *success story* allait trouver son achèvement dans la victoire de Marine Le Pen à l'élection présidentielle. D'ailleurs, celle-ci a fait revenir tous ses proches au bureau exécutif, notamment ceux qui en avaient été écartés en 2022 pour avoir soutenu Louis Aliot face à Bardella. Le Pen et le RN ça reste quand même une histoire de famille !

« LE CONGRÈS DE LA VICTOIRE »... DES ENNEMIS DU MONDE DU TRAVAIL

Le Pen, toujours condamnée pour avoir détourné des millions d'euros d'argent public, est arrivée en clôture du congrès avec un nouveau slogan de campagne pour 2027, *« Renaissance pour la France »*, et un discours faisant *« l'éloge du beau »*... pour des idées très sales : l'islamophobie, la préférence nationale, la défense de l'ordre établi, c'est-à-dire de l'ordre patronal, avec des salaires au rabais, notamment pour les jeunes. Sa proposition de *« dispenser les jeunes actifs de moins de 30 ans de payer des impôts sur le revenu »* est une vieille solution patronale : les payer le moins possible et ils ne seront même pas imposables ! L'attentat islamophobe de Trappes commis par un lecteur de *Mein Kampf*, les attaques des manifestants par des groupes d'extrême droite protégés par les flics dans une douzaine de villes samedi 24 octobre n'ont pas été abordés dans son discours. Qui ne dit mot, consent !

MARIE DAROUEN



« NO PASARÁN » À ORLÉANS... MAIS « PASARÁN » PARTOUT AILLEURS ?

De nombreux leaders des appareils syndicaux et politiques de la gauche institutionnelle ont fait le même choix le 24 octobre : aller manifester à Orléans, très loin des lieux mêmes du congrès du RN, dans un cadre très « légaliste ». Quand Sophie Binet et Olivier Faure tiennent une même banderole « pour le progrès social », on a toujours du mal à s'imaginer que celle-ci va être un rempart contre l'extrême droite. Est-ce que le meilleur endroit pour lutter « en vrai » contre l'État policier et servir la cause du mouvement social n'était pas plutôt aux côtés de toutes celles et ceux qui ne voulaient pas se plier aux interdictions de manifester partout dans le pays ?

M. D.

Trappes : un massacre islamophobe visant les Noirs et les Arabes

Au moment de son arrestation, le meurtrier de Trappes, sympathisant d'extrême droite et possesseur de *Mein Kampf*, avait déclaré vouloir *« venger les commerçants »* en ciblant *« les Noirs et les Arabes »*. Il a été transféré à l'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police afin d'y être soumis à une période d'observation psychiatrique, avant d'être replacé en garde à vue. Des rassemblements en hommage aux victimes et pour s'élever contre le racisme se sont tenus lundi 26 octobre dans de très nombreuses villes du pays, témoignant de la très vive émotion suscitée par cet attentat.

> « En 2022, Bardella parlait de « capitale européenne du djihad » et de « république islamiste »... »

Après l'attentat, dans un tweet, Macron a mentionné, pour le déplorer, *« des attentats qui ont frappé des chrétiens parce qu'ils étaient chrétiens et des juifs parce qu'ils étaient juifs »*, mais il s'est bien gardé d'évoquer les musulmans et l'islamophobie ! Pire encore, Hervé Morin, président de la région Normandie et ancien ministre des Armées, affirmait le soir du 23 octobre sur BFM à propos de cet attentat terroriste : *« Il faut avoir en tête que nos compatriotes ont quand même vu samedi dernier des pillages qui venaient pour l'essentiel des jeunes de quartier. »*

La ville de Trappes est par ailleurs de longue date une des cibles des islamophobes : en 2020, Ivan Rioufol, éditorialiste sur CNews, affirmait que Trappes est devenu un *« trapistan »* ; la même année, Laurent Jacobelli, porte-parole du RN, qualifiait la ville d'une des *« premières victimes de l'islamisation et du communautarisme »*. En 2022, Bardella parlait de *« capitale européenne du djihad » et de « république islamiste »*...

Depuis des années, le gouvernement n'a de cesse d'entretenir un climat raciste, de la loi immigration à la chasse aux immigrés, des centres de rétention à l'augmentation des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers. Après les manifestations du 17 octobre, les gouvernants, les racistes de la droite et de l'extrême droite et tous les médias à leur service s'en sont donné à cœur joie, ne reculant devant rien pour exhaler leur haine des manifestants. Pour Bardella, les manifestants sont *« des prédateurs de banlieue qui viennent dans les grandes villes pour piller, hordes déracinées de sauvages qui se trouvent de l'autre côté du périphérique »*. Zemmour sur LCI a parlé de *« hordes de barbares maghrébins et africains »* et de *« cette alliance de l'extrême gauche et de la racaille qui pillent des magasins »*. De son côté, Ciotti a prétendu se tenir *« face à un fascisme rouge, à une intifada française, à une forme d'insurrection où se rejoignent les islamistes, les antifas, les casseurs, les pilleurs... »*

Alors comment s'étonner, dans ce climat nauséabond, si quelque débile finit par passer à l'acte ? Le meurtrier de Trappes est peut-être psychiquement malade et irresponsable, l'enquête le dira. Mais ceux qui ont rendu ce crime possible et armé son bras continuent de se pavaner sur les écrans et de dégueuler sans honte et à jet continu leur racisme et leur hostilité aux travailleurs et aux jeunes qui luttent.

MICHEL GRANDRY

Les Israéliens aux urnes

Bien que certains médias présentent les élections législatives du 27 octobre comme « les plus importantes depuis la création de l'État d'Israël », il est évident que celles-ci n'apporteront aucun changement.

DEUX PRÉTENDANTS AU POUVOIR

Si le prétendu « Bloc du changement », une coalition de centre-droit dirigée par l'ex chef d'état-major Gadi Eisenkot est au coude-à-coude dans les sondages avec le bloc électoral du Premier ministre Netanyahou, aucun des deux ne devrait atteindre la majorité de 61 élus (sur les 120 députés de la Knesset).

Eisenkot a axé sa campagne sur le *« tout sauf Bibi »* (surnom de Netanyahou). Il se présente comme le candidat anticorruption et demande une commission d'enquête sur les défaillances du gouvernement lors de l'attaque du Hamas du 7 octobre. Mais, au nom de la *« sécurité d'Israël »*, il ne remet pas en cause le génocide à Gaza, ni la colonisation en Cisjordanie, ni l'occupation du Sud Liban.

Les partis membres du « Bloc du changement », dont le Parti travailliste dirigé par l'ex général Yair Golan et le parti de « gauche » Meretz fusionnés dans « Les Démocrates », se sont promis de ne participer à aucun gouvernement dirigé par Netanyhaou. Pour essayer de constituer une majorité, le Likoud devrait donc se tourner à nouveau vers ses partenaires d'extrême droite et ultra-orthodoxes. Mais l'opposition de ces derniers à la conscription au sein de l'armée hérisse l'opinion publique, y compris à droite. Les ultra-orthodoxes – 13 % de la population – sont jusqu'ici exemptés du service militaire, remplacé par les années consacrées à l'étude de la Torah.

LES LISTES ARABO-ISRAÉLIENNES

Dans ce que l'on nomme les « non alignés », on trouve deux listes de partis arabo-israéliens (composés essentiellement de descendants des Palestiniens restés après la constitution de l'État d'Israël, en 1948, soit 21 % de la population).

La « Liste arabe unie » (Ra'am, parti islamiste modéré) de Mansour Abbas est créditée de cinq sièges dans les derniers sondages, tandis que « La Liste commune », créditée de neuf sièges, est composée des partis palestiniens nationalistes-libéraux Ta'al et Balad et, à gauche, de Hadash (dont la principale composante est le Parti communiste israélien), qui dit rechercher *« une représentation forte, claire et responsable de la population arabe et des milieux juifs démocratiques »*.

La droite mène une vraie campagne contre ces listes, les accusant de complicité avec le Hamas. La commission électorale a d'ailleurs interdit à tous les partis à majorité arabe de se présenter aux élections, une décision annulée par la Cour suprême. Il s'agissait de dissuader le « Bloc du changement » d'Eisenkot de toute alliance avec les partis arabes pour constituer une majorité à la Knesset, alliance à laquelle serait prête la « Liste arabe unie » de Mansour Abbas. C'est aussi une façon de montrer aux Arabes israéliens qu'on les considère comme des citoyens de seconde zone, dépourvus des mêmes droits que les Juifs.

UN SYSTÈME VERROUILLÉ

En Israël, les élections se déroulent au scrutin proportionnel, mais avec un seuil à 3,25 % (qui donne quatre députés). En-dessous de ce seuil, les voix ne sont pas comptabilisées. Des dirigeants de l'organisation de défense des droits humains Standing Together avaient décidé de présenter une liste appelée « Un endroit pour nous tous » (*A place for all us*) mais les sondages lui donnant moins de 1 %, après l'échec des discussions pour intégrer « La Liste commune », cette liste a décidé de se retirer *« par sens des responsabilités et afin d'éviter tout gaspillage de voix »*.

Parmi les militants des droits des Palestiniens, beaucoup disent vouloir voter pour les listes arabes. L'organisation trotskiste Lutte socialiste appelle, elle, à voter pour « La Liste commune », dont fait partie Hadash, en lui apportant un soutien critique.

Reste que les travailleurs n'ont rien à attendre de ces élections qui, quel qu'en soit le résultat, n'apporteront aucune solution aux problèmes du logement ou à la cherté de la vie – les prix ont augmenté de 50 % en quatre ans… Pour cela, ils devront compter sur leurs luttes communes, Juifs et Palestiniens. Et seule la puissance d'une révolution des prolétaires du Moyen-Orient, à l'image des Printemps arabes qui avaient eu des répercussions jusqu'en Israël, permettra de faire reconnaître les droits du peuple palestinien.

THIERRY FLAMAND



PANNEAU D'AFFICHAGE DU PARTI D'OPPOSITION *LES DÉMOCRATES* (MENÉ PAR YAIR GOLAN) À TEL-AVIV. TRADUCTION : « QUE S'EST-IL PASSÉ BIBI, LE QATAR A COMMENCÉ À PAYER EN CRYPTO ? »

MACRON DANS LE GOLFE : LE CHOIX D'APPROFONDIR L'INTÉGRATION AU DISPOSITIF IMPÉRIALISTE DE TRUMP

Macron a été critiqué pour avoir visité entre le 19 et le 21 octobre les régimes autoritaires du Koweït, de Bahreïn, des Émirats arabes unis et du Qatar, et ce en plein mouvement social. L'objectif : assurer la livraison de 295 000 tonnes de gazole par mois, l'équivalent de 10 % de la consommation mensuelle française, en contournant les détroits d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb, les deux sous influence iranienne.

Les images du président transporté de palais en palais en limousine ont bien sûr de quoi susciter du dégoût. Mais ce que la presse a beaucoup moins critiqué, c'est le choix de Macron de s'appuyer sur les mêmes forces que Trump dans la région : pour acheminer le gazole par les pipelines émiratis et saoudiens, il faut contenir l'Iran et ses alliés les Houthis et les groupes armés irakiens liés à la république islamique. Et donc assumer d'autant plus le choix de l'engagement aux côtés de l'impérialisme américain dans sa guerre contre l'Iran et dans sa volonté d'éliminer toutes les forces qui menacent sa mainmise dans la région. D'où l'envoi en septembre dernier *« de soldats, de radars, de systèmes de défense pour protéger »* Yanbou, principal terminal saoudien d'exportation de pétrole brut sur la mer Rouge ciblé par les houthistes du Yémen. De quoi Macron est-il le nom ? La guerre perpétuelle contre les travailleurs et les peuples, ici et ailleurs !

ED MC BEYNE



IMAGE : FRANCE 24

Quels enjeux pour les *midterms* aux États-Unis ?

Mardi 3 novembre auront lieu les élections dites des midterms, car situées entre deux élections présidentielles. Elles renouvelleront les 435 députés (les « représentants ») et 35 des 100 sénateurs. Elles soumettront aussi localement jusqu'à plusieurs dizaines de « propositions » à un vote référendaire, pour ou contre.

UN SPORT D'ULTRA-RICHE…

Ces *midterms* ont déjà battu le record du fric dépensé pour influencer le résultat des urnes : 11,6 milliards de dollars, rien qu'en publicité. Musk a déboursé à lui seul 366 millions pour promouvoir des candidats de l'extrême droite républicaine. Et c'est sans compter les flots d'argent qui échappent à la comptabilité officielle. Ces fonds viennent surtout des plus riches. Les 50 plus gros donateurs cumulent à eux seuls 2,3 milliards de dollars de dons.

… ET UN INVESTISSEMENT

Difficile de ne pas y voir un immense gâchis social, quand tant d'Américains peinent à joindre les deux bouts. Du point de vue des donateurs, c'est l'inverse : un investissement très rentable. Ainsi, en Californie, ils ont déboursé 200 millions pour faire échouer la « proposition 40 », qui consiste à taxer une seule fois les patrimoines supérieurs à un milliard de dollars à hauteur de 5 %, et pourrait leur coûter 100 milliards. Leur lobbying est allé jusqu'à susciter deux autres propositions, les 41 et 42, dont l'effet serait d'annuler celui de la proposition 40. La proposition 42 a le soutien… du gouverneur démocrate Gavin Newsom.

RÉPUBLICAINS ET DÉMOCRATES : UN DUEL DE MARTEAUX ET D'ENCLUMES

Sur le fond, la défense d'une bourgeoisie et d'un impérialisme américains dont la puissance s'érode, ce qui sépare les deux grands partis relève de la nuance. Les Démocrates soutiennent l'explosion des dépenses militaires. Ils ont au mieux déploré les coupes budgétaires dans les aides au logement, les bons alimentaires pour les plus pauvres, ou la couverture médicale *Medicaid* que 7,5 millions de personnes perdront en janvier. Ils n'ont opposé à l'ICE – la milice anti-migrants dopée par Trump… mais aussi par son prédécesseur Biden avant lui ! – que des paroles. Quand la population est passée à l'action à Minneapolis, les très démocrates maire et gouverneur du Minnesota ont agi pour la décourager et protéger l'ICE.

Les Démocrates n'ont en fait pour carburant électoral que l'opposition à Trump. Si bien que la *« vague bleue »* annoncée pourrait s'avérer toute relative. Trump est plus menacé par l'effritement de sa popularité dans son électorat. De la guerre en Iran à la publication caviardée des dossiers Epstein en passant par la hausse générale des prix induite par ceux du pétrole, il a piétiné nombre de ses promesses. Un tiers de la population approuve son action, soit 15 points de moins qu'en janvier 2025.

LES TRAVAILLEURS ONT LES CLÉS DE LA SITUATION

Trump ne s'avoue pas battu pour autant. Il a multiplié les restrictions du droit de vote en ciblant les catégories de la population les plus opposées à lui. Il déploie l'ICE, armes à la main, partout où on vote démocrate afin d'intimider. Ses nombreux préparatifs pour contester le résultat des élections s'inscrivent dans sa recherche d'un pouvoir autoritaire, que soutiennent les milliardaires de la tech. Il serait étonnant qu'il n'en fasse rien en cas de victoire démocrate.

L'aile radicale des Démocrates, portée par les socialistes de DSA, a certes gagné plus de primaires, et pourrait se renforcer parmi les députés. Mais à la mairie de New-York, son chef de file Zohran Mamdani sacrifie l'essentiel de son programme pour réaliser le peu qui reste – soins gratuits pour 2 000 enfants de moins de 2 ans… Pas de quoi soulever les foules, ce que Mamdani comme les autres Démocrates se gardent bien de chercher à faire !

Or, la lutte de Minneapolis contre l'ICE l'a montré : la grève et l'organisation des travailleurs font reculer Trump. Ce qui devient possible à quelques dizaines de milliers constitue une vraie issue si un mouvement faisait boule de neige. *« Winter is coming »* ? Peut-être. Mais il n'est pas écrit que ce soit toujours les mêmes qui en fassent les frais.



Présidentielle au Brésil : Lula bat de justesse le candidat d'extrême droite, mais pour les travailleurs rien n'est gagné

Lula a été réélu pour la quatrième fois dimanche 25 octobre, avec 51,79 % des voix contre 48,21 % pour Flavio Bolsonaro, fils de l'ancien président d'extrême droite - actuellement sous bracelet électronique pour avoir fomenté un coup d'État en 2023. Au premier tour du 4 octobre, Bolsonaro avait récolté 47 % des voix, devant Lula à 45 %. Ce même jour, les élections pour la Chambre des députés, le Sénat, les gouverneurs des régions avaient donné un raz de marée pour les partis de droite. Car au bout de son troisième mandat (non consécutif), le candidat Lula, ex métallo de la région de São Paulo autrefois très populaire, peine à convaincre. Son parti, le Parti des travailleurs (PT), a gouverné main dans la main avec des partis de la droite et du centre pro patronal (dits le « Centrão »). Il a mené une politique favorable aux groupes capitalistes. Les mesurettes sociales prises pour atténuer la misère des plus pauvres, notamment sur le logement, n'ont été que du saupoudrage. Les graves problèmes du Brésil – profondes inégalités, corruption, travail informel, favelas ou déforestation de l'Amazonie – n'ont pas trouvé de solution, alors que le pays est classé neuvième puissance économique mondiale. Actuellement, l'inflation à plus de 4 % et l'endettement de 82 % des ménages à des taux usuraires rend la situation explosive. Enfin, le PT est mêlé aux scandales de corruption comme la quasi totalité des partis bourgeois.

UNE DÉCONVENUE POUR TRUMP

Le candidat d'extrême droite, nostalgique de la dictature militaire des années 1970, a surfé sur les désillusions et le mécontentement. Il est soutenu par une partie du patronat – *agrobusiness*, industrie minière, plateformes numériques… – par des Églises évangéliques puissantes, par des influenceurs et par le président américain. Trump a notamment obtenu l'aide de Meta (ex Facebook). Hormis le Brésil et l'Uruguay, toute l'Amérique du Sud est gouvernée par des dirigeants inféodés aux États-Unis.

Entre les deux tours, les coups fourrés se sont multipliés, tels que l'arrêt de lignes de bus par des élus locaux bolsonaristes pour empêcher des électeurs des quartiers populaires d'aller voter. Finalement, la fermeture des bureaux de vote a été retardée de deux heures.

UN QUATRIÈME MANDAT SOUS LE SIGNE DE L'AUSTÉRITÉ

Les mobilisations de la jeunesse, angoissée notamment par la probable victoire de l'extrême droite, ont certainement favorisé l'élection de Lula. Le PT et une bonne partie de la gauche ne se sont pas faits faute d'orienter le mouvement vers les urnes. Mais Lula a dû à la dernière minute prendre des mesures pour arracher des votes dans les milieux populaires : une augmentation de 15 % de la Bolsa familia (petit revenu de survie pour les plus pauvres, 30 millions de personnes étant touchées par l'insécurité alimentaire), la suspension de taxes sur l'essence, la suppression de l'impôt sur le revenu pour les travailleurs gagnant moins de 840 euros par mois ainsi que l'annulation de 12 milliards de réals (2,02 milliards d'euros) de dette des 3,6 millions de micro-entrepreneurs. Il a fait voter en urgence une loi attendue sur le passage de la semaine de 6 à 5 jours, mais moyennant des concessions si importantes au patronat – baisses d'impôts et exonérations sur les salaires, généralisation possible des horaires modulables aux besoins patronaux – que c'est une véritable bombe à retardement contre les travailleurs.

Avec un déficit du budget de l'État brésilien à 8 % du PIB et un Congrès (Assemblée et Sénat) majoritairement à droite, où le bolsonariste Parti libéral s'est renforcé, nul doute que le patronat brésilien et le monde des affaires vont se servir de Lula comme marchepied, et tenter de faire payer la note aux travailleurs. Ceux-ci ne pourront compter que sur leurs propres luttes.

ANNE HANSEN

Dossier

LA JEUNESSE ET LES TRAVAILLEURS EN LUTTE DANS TOUTE L'EUROPE

→ Bangladesh, Népal, Maroc, Philippines, Madagascar, Iran, Inde… le mouvement de révolte contre un présent et un avenir de pauvreté et d'autoritarisme, est international.
Il touche actuellement l'Europe, de la Belgique au Portugal, de la Grèce à la France, en passant par l'Albanie, la Serbie, l'Allemagne, l'Italie et l'État espagnol, avec de nombreuses similarités dans les revendications, les modes d'action, et les réponses gouvernementales… N'en déplaise aux politiciens et journalistes qui voulaient voir dans le mouvement lycéen français une « manipulation » de l'extrême gauche ou de LFI, ou encore une jeunesse incapable de comprendre la réalité du monde et des nécessités militaires ou budgétaires.
La « génération Z » montre au contraire qu'elle a bien compris qu'elle n'obtiendrait rien sans des luttes massives et déterminées, en entraînant les travailleurs et les travailleuses.
Ce mouvement porte en lui la remise en cause du pouvoir des patrons et des actionnaires, qui ne dépendent d'aucune élection démocratique, du capitalisme qui ne peut vivre qu'en menant des guerres de concurrence et de prédation, et qui menace la planète elle-même.
Pour nos conditions de vie aujourd'hui, comme pour bâtir le monde de demain, nos luttes n'ont pas de frontières !

Albanie : après près de six mois de « révolution des flamants roses », la Gen Z repart à l'assaut

Les premières manifestations contre la corruption, en décembre 2025, avaient culminé en mars et avril avec des affrontements à coup de cocktails Molotov dans le quartier gouvernemental. Depuis le début de l'été, la *« révolution des flamants roses »* s'opposait à la construction d'un complexe hôtelier de luxe par le gendre de Trump, Jared Kushner. Situé dans une zone protégée au large du delta de la Vjosa, ce projet de luxe a cristallisé les préoccupations environnementales, le sentiment d'injustice sociale et de corruption. Dans le pays entier, des jeunes ont manifesté presque quotidiennement derrière des slogans comme *« L'Albanie n'est pas à vendre »*, *« Pas de justice pour le peuple, pas de paix pour le gouvernement »*, ou *« Berisha* [ancien président et Premier ministre, principal dirigeant de la droite], *Rama* [actuel Premier ministre, membre du Parti socialiste] *en prison »*. Le mouvement a obtenu gain de cause sur sa première revendication : mi-juin, l'UE et l'Albanie annonçaient la suspension du projet hôtelier.

Le 13 octobre, les militants de la *« révolution des flamants roses »* ont appelé les étudiants à les rejoindre pour manifester devant le ministère de l'Éducation, pour la démission du gouvernement, contre l'augmentation des frais de scolarité, du coût de la vie, les mauvaises conditions d'études et le manque de perspectives dans un pays marqué par le chômage et l'émigration de masse. L'appel, massivement suivi, a mené à plusieurs nuits et journées d'affrontements intenses dans le centre de la capitale, Tirana.

Le 20 octobre, le gouvernement a placé des chaises devant le Parlement pour montrer sa volonté de discuter. Elles ont été promptement détruites, brûlées ou utilisées comme projectiles contre la police. Les 24 et 25, rejoints par des syndicats de l'éducation, les manifestants ont atteint la résidence du Premier ministre et le Parlement, et tenté de forcer leurs portes. La répression, elle aussi, s'est intensifiée, ce dont attestent des vidéos des violences commises par la police. Le Premier ministre, Edi Rama, dit s'inspirer du modèle « casseur-payeur » français, menaçant de lourdes amendes tout manifestant à proximité de dégradations. Le nouveau souffle de la contestation pourrait bien emporter son régime.

DIMA RÜGER



GRÈCE : LE 21 OCTOBRE DEVRAIT MARQUER LE DÉBUT : BRISONS L'ATTENTE ÉLECTORALE PAR LA LUTTE !

Des milliers d'étudiants, d'enseignants et de travailleurs ont manifesté en masse le 21 octobre à Athènes et dans d'autres villes de Grèce. Face au sous-financement des écoles, aux expulsions d'étudiants et à la création d'universités privées, le mouvement pour une éducation de qualité est de retour, mobilisant la jeunesse et les travailleurs dans une lutte globale contre le gouvernement et le système d'austérité, de répression et de guerres.

Les tentatives du gouvernement de semer la panique afin de saper la mobilisation sont restées vaines ! Nous dénonçons le ministère de la Police et le gouvernement de Nouvelle démocratie [droite] qui, le 22 octobre, ont fermé les principales stations de métro et déployé massivement les forces de l'ordre dans le centre d'Athènes. Ces dernières ont procédé à des contrôles provocateurs, allant jusqu'à attaquer à la fin de la marche avec des gaz lacrymogènes et des grenades assourdissantes, notamment à l'entrée du métro.

OKDE-SPARTAKOS

Élections en Serbie : Vučić est dégagé, et

Dimanche 25 octobre au soir, les rues de Belgrade ont vu des scènes de liesse, avec klaxons, chants, danses et fumigènes. Sur la place centrale des manifestations, Trg Slavija, des dizaines de milliers de personnes fêtaient la défaite électorale de l'ex-président Aleksandar Vučić.
Depuis fin 2024, un mouvement de contestation massive secoue la Serbie, déclenché par l'accident mortel de l'effondrement du parvis de la gare de Novi Sad. Caractérisé par des manifestations monstres, mais aussi par des formes durables d'auto-organisation, notamment dans la jeunesse scolarisée, le mouvement réclamait d'abord la démission de Vučić. Ce dimanche 25 octobre, ce dernier a essuyé une défaite écrasante : 39 % et 103 sièges, contre 53 % et 141 sièges pour la liste issue du mouvement étudiant.

UNE « LISTE ÉTUDIANTE »… SANS ÉTUDIANTS

Sous la pression du mouvement, Vučićavait démissionné cet été. Un recul pour mieux sauter : il s'est fait proclamer tête de la liste « Serbie unie » aux élections législatives anticipées, transformant les élections en duel entre lui et le mouvement de contestation.

En face, s'est constituée une « liste étudiante ». Son programme, un « plan étudiant » en onze points, comprend la lutte contre la corruption, la liberté de la presse, l'augmentation du budget de l'éducation, la réduction de la durée maximale des contrats précaires et la construction de logements sociaux. Cette liste « étudiante » comporte 250 « experts » (dont… aucun étudiant) de diverses nuances de la petite ou moyenne bourgeoisie : universitaires, journalistes, syndicalistes de professions intermédiaires, ex-athlètes ou acteurs. Sa tête de liste, Ilija Srdanović, est un ancien cardiologue et professeur de médecine à l'université de Novi Sad. Son caractère « fourre-tout » a valu à la liste un soutien tout aussi hétéroclite, allant



de petits partis sociaux-démocrates à l'opposition démocratique libérale, en passant par des partis communautaires de minorités nationales et… une partie du Mouvement pour la restauration du royaume de Serbie, bien réactionnaire comme son nom l'indique.

Avant les élections, alors que les sondages annonçaient un tête-à-tête serré, on pouvait douter du bon déroulement des élections. Vučić n'en est pas à son coup d'essai, et les manipulations sont monnaie courante dans le pays : pressions sur les employés du secteur public et les fonctionnaires, allant jusqu'à l'obligation d'envoyer une photo de son bulletin de

MOUVEMENT POUR LE LOGEMENT, LES SALAIRES ET CONTRE LES POLITIQUES DE RÉARMEMENT DANS L'ÉTAT ESPAGNOL

Le 23 septembre 2026, Maricarmen, 87 ans, a été expulsée de sa maison sur une civière du Samu, après que le fonds vautour Urbagestión qui avait acheté l'immeuble pour spéculer, a augmenté le loyer de 500 euros à 1 650 euros.



LES MOBILISATIONS POUR LE LOGEMENT SECOUENT L'ARÈNE POLITIQUE

Des manifestations massives ont forcé Urbagestión à accepter que Maricarmen puisse rentrer chez elle. Elle est malheureusement décédée à l'hôpital.

Mais la mobilisation a montré sa capacité à obtenir des victoires, tout en dénonçant ce système économique qui permet à 13 entreprises de posséder jusqu'à 100 000 logements locatifs et de spéculer au détriment du droit au logement et à une vie décente pour tous et toutes.

En huit ans, le gouvernement *« le plus progressiste de l'histoire »* n'a pas répondu aux besoins de la classe ouvrière et de la jeunesse en matière de prix des loyers, d'interdiction des expulsions ou d'augmentations salariales. Sa loi sur le logement de 2023 ne remet pas en question la spéculation.

Ceux qui sont descendus dans la rue le savent, tout comme ils savent que la droite et l'extrême droite mentent en désignant les travailleurs migrants comme la cause de nos malheurs. Les « envahisseurs », ce sont les investisseurs, qu'ils soient espagnols, américains ou européens, et non les migrants.

OPÉRATION ÉLECTORALISTE DE LA GAUCHE ET DES DIRECTIONS SYNDICALES

Voyant dans ces mobilisations une occasion unique de déporter le débat sur les questions sociales plutôt que sur les thématiques réactionnaires, Pedro Sánchez a annoncé l'avancement des élections au 29 novembre.

Les directions syndicales ont alors appelé à une journée de grève générale le 11 novembre, non contre lui, mais dans le but clair de soutenir sa campagne. Elles n'avaient pas appelé à une grève générale depuis quatorze ans, alors que ce gouvernement augmente le budget militaire de plus de 196 % depuis 2018, tandis que les loyers augmentent de 45 % et le coût de la vie de 27 %.

LES CAMPEMENTS, LES COMITÉS DE GRÈVE UNITAIRES ET L'AUTO-ORGANISATION DU MOUVEMENT

Au cœur du mouvement pour le logement, un campement s'est installé d'abord Plaza del Sol à Madrid, puis dans de nombreuses autres villes, avec des assemblées générales quotidiennes massives, qui discutent du « 11N », créent des comités de grève unitaires, avec des étudiants et des travailleurs, syndiqués ou non.

Ces cadres permettent de décider des actions et des perspectives, sans dépendre à tout moment de la volonté des directions syndicales et de la gauche institutionnelle, qui voudra que tout s'arrête pour l'entrée en campagne électorale.

RUBEN QUIRANTE (IZAR)

L'article entier est à retrouver sur notre site →

ALLEMAGNE : LA GEN Z CONTRE LE MILITARISME

L'Allemagne connaît un mouvement lycéen contre le retour du service militaire et la militarisation depuis décembre 2025, avec des dates espacées, mais à chaque fois plusieurs dizaines de milliers de jeunes en grève et dans la rue, y compris dans de petites villes, et une structuration locale autour de comités de grève lycéens.

Entre début et mi-octobre, une poignée d'établissements, dont des lycées franco-allemands mais pas seulement, ont été bloqués à Hambourg, Berlin et Munich. Ces blocages ont été suivis de manifestations de solidarité avec le mouvement lycéen en France, émaillées de revendications autour des conditions d'études, mais surtout de dénonciations de l'augmentation spectaculaire des budgets de l'armée au détriment de celui de l'éducation. Ces initiatives reflétaient aussi la volonté de certains comités de grève lycéens de ne pas se cantonner à la préparation de la prochaine grève, à une date lointaine imposée par le comité central de grève, qui reste assez opaque dans ses prises de décision. La prochaine date de mobilisation contre la militarisation, le 20 novembre, est envisagée comme une date de grève lycéenne internationale. Une perspective encore peu incarnée, mais bien moins abstraite qu'il y a quelques semaines.

Mais les jeunes ne prévoient pas d'attendre la fin novembre : le collectif « La Gen Z gère » (*Gen Z regelt*), appelle à manifester le 31 octobre. Sur le site, plus de 135 000 personnes annonçaient leur venue au 26 octobre, avec des manifestations prévues dans plus d'une vingtaine de villes. Un syndicaliste policier mettait en garde, avec un racisme décomplexé, contre le danger que des *« jeunes casseurs migrants »* rejoignent les manifs pour affronter la police, affirmant qu'il n'y aurait *« aucune pitié »*. À Stuttgart, les autorités veulent même interdire la manifestation.

Alors que, dans l'Autriche voisine, des manifestations lycéennes puis étudiantes significatives ont eu lieu contre l'interdiction du port du voile à l'école et les coupes budgétaires à l'université, et que, début septembre, les manifestations syndicales contre les licenciements en Allemagne avaient montré une certaine colère, il est bien possible que la jeunesse allemande emboîte le pas à ses voisins.

D. R.

maintenant ?

vote, présence de gros bras avec des barres de fer à proximité des bureaux de vote, manipulation des médias contrôlés à 90 % par Vučić et ses proches, et la pratique courante de « l'argent hélicoptère », des primes de 50 euros payées à chaque citoyen adulte à quelques jours du scrutin.

ÉLECTIONS, PIÈGE À CONS ?

Les jeunes ont bien raison de se réjouir d'avoir finalement fait tomber celui qui incarnait la corruption, la précarité et l'érosion des droits démocratiques. Les assemblées qui organisaient la lutte à l'université, les « plenums », se sont étendues à certains quartiers populaires et à des grèves, comme dans l'éducation. Elles ont atteint un stade assez développé pour être qualifiées de *« bolcheviques »* par Vučić, et pour affronter la répression de ses gros bras. La campagne s'est faite dans la dynamique de la mobilisation, avec des discussions en AG, des meetings et des manifs monstres. Mais elle reflète aussi des illusions dans la démocratie parlementaire, ou la prétendue « neutralité » d'un gouvernement technocratique, et un manque de perspectives après deux ans de lutte acharnée.

Pour autant, les étudiants ont montré qu'il était possible de faire chuter un gouvernement honni. De quoi renforcer les nombreuses luttes de la région et du continent entier, sans se cantonner à des gouvernements, qu'ils soient de « gauche » ou « d'experts » !

D. R.

Italie : *« Si vous ne nous laissez pas rêver, nous ne vous laisserons pas dormir ! »*

Samedi 24 octobre, les jeunes sont descendus une nouvelle fois dans la rue dans la plupart des villes italiennes. Ils étaient près de 10 000 à Milan et à Rome, malgré un climat de peur entretenu pas le gouvernement : quartiers bouclés, perquisitions et même arrestations préventives.

Ces manifestations spontanées, hors des cadres syndicaux et des partis politiques, ont surpris les médias, qui pensaient le pays figé dans l'attente des nouvelles élections. On n'y voyait seulement quelques bannières de collectifs lycéens et étudiants…



Une nouvelle fois, les jeunes ont protesté contre la vétusté des lycées, le manque de professeurs, alors que des milliards supplémentaires sont alloués à l'armée, contre la vie chère, le montant des loyers et plus généralement contre une société qui n'offre que le chômage ou des petits boulots précaires et sous-payés. Plus de 20 % de la population est exposée à un risque de pauvreté et d'exclusion sociale.

Les seules réponses du gouvernement ont été les matraquages de la police, les lacrymogènes et les canons à eau, comme à Rome, Milan, Turin ou Bologne.

Mais, partie au début du mois de l'occupation de plusieurs lycées avec le slogan *« Faisons comme en France »* (*Fare come in Francia*), cette vague ne semble pas près de s'arrêter.

Des collectifs appellent à se joindre à la journée syndicale de grève nationale du 30 octobre.

THIERRY FLAMANT

À PARIS, LA JEUNESSE S'ORGANISE CONTRE LES INTERDICTIONS DE MANIFESTER

Avant le 17 octobre, c'étaient les bureaucraties syndicales qui tentaient d'imposer leurs parcours de manifestation à la jeunesse mobilisée. Mais la démonstration de force de l'interfacs et de la coordination lycéenne Paris-banlieue mardi 13 octobre, qui avaient réuni entre 30 000 et 50 000 jeunes à Hôtel de Ville alors que l'intersyndicale appelait à place d'Italie (voir *Révolutionnaires* n° 65), a achevé de convaincre la préfecture que les appareils syndicaux étaient loin de dicter leurs volontés à ce mouvement.

Elle a donc pris le relais en interdisant le parcours déposé le 17 octobre par l'interfacs et un collectif de Gilets jaunes qui se faisaient le relais de la volonté de la jeunesse de manifester vers les lieux de pouvoir. Interdit d'aller à Concorde (près de l'Élysée), rue du Bac (Matignon), et même place de la Bourse. Les directions syndicales ont finalement accepté un parcours classique, de République à place Clichy. Avec le résultat qu'on connaît : une foule de manifestants impossible à contenir dont certains sont arrivés à quelques mètres de l'Élysée.

Jeudi 22 octobre, l'interfacs avait décidé d'une manifestation vers les lieux de travail : hôpital de la Pitié, gares d'Austerlitz et de Lyon. Nouvelle interdiction de la préfecture. Ne se résignant pas d'avance à prendre le risque (parfois nécessaire) de braver l'interdiction, l'interfacs a saisi le tribunal administratif qui lui a donné raison. Mais la préfecture s'est moquée de cette décision et a repris une interdiction « partielle », bloquant le rassemblement qui avait débuté avec des CRS et leur canon à eau. Succès du rassemblement qui a réuni plus de 2 000 jeunes et quelques travailleurs dans ces conditions !

Samedi 24, la préfecture a de nouveau interdit le parcours déposé par les jeunes et les Gilets jaunes. Mais cette fois, elle a aussi baladé les directions syndicales en les envoyant au dernier moment défiler quasiment sur le périphérique. Macron prétendait jeudi 22 qu'il n'accepterait plus les parcours déposés par des *« gens non légitimes »* en pensant notamment à l'interfacs ou aux Gilets jaunes… Mais il n'a pas fallu deux jours pour qu'il s'en prenne aussi aux *« corps intermédiaires »* syndicaux bien établis. À bon entendeur !

CORRESPONDANTS

À Lyon, malgré la répression, une mobilisation réelle

Samedi 24, il n'y avait pas de manifestation déclarée à Lyon. Tout rassemblement était interdit dans un large périmètre et un parcours déposé par Solidaires avait été refusé. La préfecture voulait sans doute faire un exemple après le samedi précédent, où ses troupes submergées n'ont pu empêcher ni l'incendie de l'office du tourisme, ni le bris de glace de quelques boutiques de luxe du centre-ville. Toute la semaine, elle avait fait monter la pression : couvre-feu, interdiction de la manifestation étudiante du jeudi 22, milices privées appelées en renfort pour protéger les commerces le 24…

Malgré cela, quelques milliers de personnes se sont donné rendez-vous à 13 h 30 à Jean Macé, à l'appel des AG de l'université Lyon 1, de l'interfacs et de l'interlycées. Alors que les cortèges se mettaient en place et commençaient à partir dans une ambiance joyeuse et déterminée, la police a inondé la place de gaz… depuis l'arrière de la manifestation ! Mauvaise joueuse, la préfecture avait décidé de disperser tout rassemblement, où qu'il soit.

Les manifestants n'en ont pas été refroidis, bien au contraire. Mais la police, teigneuse, suivait le défilé à la trace et le gazait à peu près tous les 100 mètres. Puis, croyant l'éparpiller pour de bon, elle s'est mise à gazer par l'avant. Encore raté : au lieu d'une manifestation, elle en a eu deux… Tout l'après-midi, elle s'est débattue avec des cortèges qui gonflaient, au point qu'elle doive, en fin d'après-midi, s'avouer vaincue : 10 000 manifestants ont bravé ses interdictions et ont réussi à tenir la rue malgré les gaz, les charges et les provocations. Les services d'ordre en tout genre, de l'interfacs ou des organisations politiques, ont été mis à rude épreuve, mais



ont globalement tenu bon. Que d'acquis pour la suite de la mobilisation !

La police n'a pas eu recours à des supplétifs d'extrême droite, elle a fait le sale boulot elle-même. Mais la complicité entre flics et fascistes est comme partout à l'œuvre. Lundi 19 au soir, n'écoutant que leur courage, quelques dizaines de gorilles encagoulés ont déboulé sur une place Bellecour semi-déserte, couvre-feu oblige, pour prêter renfort à un rassemblement de petits commerçants « apolitiques ». Ils n'avaient, cependant, pas à s'inquiéter : la répression par la préfecture, c'était pour la manifestation contre la vie chère.

CORRESPONDANT

Les vrais casseurs sont au gouvernement !

À Grenoble, le soir du 23 octobre, à la demande du gouvernement, la préfète de l'Isère a annoncé un couvre-feu pour la journée de mobilisation du lendemain concernant le centre-ville et les principaux centres commerciaux de l'agglomération de 18 heures à 6 heures.

Avec quelle justification ? Les commerces abîmés lors de la journée de mobilisation du 17 octobre. Le gouvernement fait mine de s'inquiéter pour les petits commerçants et les restaurateurs pour les opposer à la mobilisation. Mais le résultat de sa politique de la peur pèse aussi sur les petits commerces qui ont dû fermer pour la soirée : « *Je l'ai su ce matin. Mon patron est très inquiet* », indiquait le serveur au d'un restaurant du centre à la presse locale. La représentante des patrons d'hôtels-restaurants, allant jusqu'à critiquer la décision : *« On a tous fait un chiffre ridicule même en dehors de Grenoble. Les gens ne sont pas bien. »*

Une occasion de rappeler que ce sont bien les grands patrons et le gouvernement à leur service qui menacent le plus les petits commerçants : banques, fournisseurs d'énergie, grandes entreprises dominent les marchés et s'imposent aux plus petits. Et pour faire reculer ces grands patrons, il n'y aura pas d'autre solution que de se solidariser des luttes des jeunes et des travailleurs.

CORRESPONDANT

À Rouen, ni les flics ni les fachos ne nous empêcheront de manifester !

Après la déferlante du 17 octobre (plus de 15 000 personnes en manif), la semaine qui a suivi a été ouverte par des AG à la participation inédite depuis le début du mouvement sur les campus de sciences et de droit. En ajoutant celles du campus de lettres-sciences-humaines et de l'école d'architecture, ce sont près de 1 700 étudiants qui ont voté le blocage des facs… ce qui a conduit la présidence de l'université à fermer administrativement tous les campus à partir du mardi. La stratégie du lock-out, déjà très largement pratiquée dans les lycées de l'agglomération entre le 1er octobre et les vacances scolaires, a rendu plus difficile l'organisation du mouvement. Une manifestation d'une grosse centaine d'étudiants a quand même eu lieu jeudi 22 octobre, en réponse à l'appel de la coordination nationale étudiante. L'Insa a été bloqué ce jour-là également (inédit pour cette école d'ingénieurs située à Saint-Étienne-du-Rouvray). Des étudiants en formation des métiers du social de l'IDS de Canteleu se sont aussi lancés dans le mouvement pour leurs conditions d'études et de travail.

Un tract appelant à manifester samedi 24 a été distribué par les étudiants mobilisés : l'accueil de la population laissait entrevoir une envie de revenir manifester à leurs côtés, malgré la pression médiatique contre les « casseurs ». La préfecture de Seine-Maritime avait multiplié des arrêtés interdisant les manifestations en centre-ville, mais aussi autour de la préfecture et dans le quartier Saint-Sever. La régie des transports en commun rouennais avait annoncé l'absence de transports en permettant de se rendre en ville le samedi après-midi. Finalement, alors que la CGT et la FSU avaient renoncé à le faire, Solidaires 76 a déposé seule un parcours de manifestation en dehors de la zone interdite.

Cela a permis à plus de 8 000 manifestants de se retrouver à Joffre et de manifester durant deux heures sur les grands axes de la ville dans une ambiance combative. Malgré un déploiement policier digne d'une dictature, plus d'un millier de manifestants a réussi à pénétrer dans la zone interdite. C'est d'ailleurs au sein de celle-ci qu'une trentaine de fachos, les « Normaux », des identitaires bien connus, se sont rassemblés ouvertement toute la journée sous couvert de *« protection des petits commerces »*, sans qu'ils soient le moins du monde invités à se disperser par les flics… qui les ont même carrément couverts lorsqu'ils s'en sont pris violemment à des groupes de manifestants vers 17 heures autour du palais de justice. Et le comble : un des manifestants violemment tabassés par les fachos a passé 24 heures en garde à vue… car on lui reprochait de porter un masque ! Devant le tollé suscité par la vidéo montrant les flics protégeant les fachos, le procureur de la république a annoncé ouvrir une enquête. Une collusion qui s'est apparemment déclinée à l'identique dans une dizaine d'autres villes…

Voilà de quoi nourrir nos slogans pour les prochaines manifs, car évidemment ni les uns ni les autres ne nous empêcheront de manifester dès la semaine prochaine !

CORRESPONDANTS

Manif interdite, déplacée… des soignants imposent leur cortège !



Après la journée du 17 octobre, l'assemblée générale des soignants et futurs soignants de région parisienne a décidé de se retrouver à nouveau le 24 octobre pour faire un cortège en blouses blanches, mieux structuré eBt surtout plus nombreux. La veille, la manif est interdite par la préfecture. Les directions syndicales, indignées, annoncent qu'elles maintiennent le rendez-vous… pour finalement faire marche arrière le samedi matin, laissant en plan des dizaines de milliers de personnes qui ne savaient plus où aller.

Malgré toutes ces tentatives pour nous éparpiller, deux heures avant le début de la manifestation, une centaine de soignants, d'agents hospitaliers, d'étudiants infirmiers, de futurs médecins se retrouvent devant l'hôpital Saint-Antoine autour de slogans et de la banderole de l'AG : « *Des lycéens mutilés, soignés dans des hôpitaux délabrés, par des soignants sous payés* ». Ils décident que ça ne les empêchera pas de manifester, et partent en cortège dans les rues de Paris. Quand on est plus de cent, la circulation s'adapte, de même que les flics interloqués qu'on passe juste devant leur commissariat, ou les rames de métro soudainement bondées. Arrivés à porte d'Ivry, difficile même de rester groupés, vu la marée humaine ! Les slogans s'enchaînent : « *L'argent de la fraude fiscale, on l'veut pour l'hôpital !* », « *Payés un euro, du fric pour les hostos !* », « *Étudiants, lycéens, chômeurs ou salariés, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !* »

Après la manif, les étudiantes infirmières se retrouvent pour discuter de la suite. Au programme de la semaine : opération tractage devant les instituts de formation en soins infirmiers (Ifsi) des uns et des autres pour être plus nombreux, et donc plus forts, pour faire entendre nos revendications. Objectif : multiplier les assemblées générales dans les Ifsi et convaincre que c'est en unissant nos forces que l'on pourra se battre face à la rémunération déplorable de nos stages, au manque d'effectifs, aux directions des instituts et à la vie chère qu'on nous impose.

RITA ZINNIA

LE SOIR DU 17 OCTOBRE : AUX URGENCES, LES TRACES SANGLANTES DE LA RÉPRESSION

Hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, le soir du 17 octobre. Les collègues de garde appellent à la rescousse : des blessés affluent, portant les stigmates d'une répression policière d'une extrême violence. Plaies à l'abdomen causées par des grenades de désencerclement, artère fémorale sectionnée, éclats de grenade, fractures ouvertes… Les blessures sont parfois très graves. Au visage, aux pieds, aux bras, au torse, à la tête : certaines victimes ne remarcheront probablement pas, ou auront des séquelles permanentes.

Plusieurs collègues décrivent des urgences saturées, un véritable carnage. Les messages d'alerte se succèdent : « *C'est effarant, y en a partout, ils sont super jeunes, c'est pas possible les flics se sont déchaînés !* », « *On est complètement dépassé, faut qu'on fasse quelque chose là, c'est insupportable à voir !* »

La situation est loin d'être isolée. Dans plusieurs services d'urgences de région parisienne, les mêmes scènes se répètent, et sans doute ailleurs également.

Ce jour-là, plusieurs services hospitaliers étaient déjà en grève, dans le cadre des appels à mobilisation pour le 17 contre la vie chère, les bas salaires et la dégradation des conditions de vie – à quoi s'ajoute tout ce qu'on subit au quotidien à l'hôpital : manque d'effectif, plannings bouleversés en permanence pour boucher les trous, salaires, fatigue, surcharge… Aux urgences de la Pitié-Salpêtrière, la majorité des collègues s'étaient mis en grève, tout en sachant qu'ils ne pourraient pas aller à la manifestation, étant assignés à leur poste.

Mais, le soir venu, devant l'afflux de blessés et la violence des scènes auxquelles ils étaient confrontés, une autre question a émergé : faut-il prolonger la grève le 18 octobre ?

Dans les jours qui suivent, la colère ne retombe pas. Le 24 octobre, ils étaient encore plus nombreux à vouloir manifester en soutien aux jeunes. Et aujourd'hui, c'est la grève du 5 novembre qui se prépare.

CORRESPONDANTE

SNCF Narbonne : « *Ce serait sans doute le moment d'y aller fort* »

Le mouvement social est assez polarisant au travail. Se côtoient des collègues qui, le 5 novembre approchant et l'ambiance montant, se posent le problème « *d'y aller fort* », c'est-à-dire de ne pas se limiter à une grève de 24 heures, et des collègues qui, déjà sensibles aux préjugés réacs sur la lutte de la jeunesse, étaient vent debout contre les dégradations du 17 octobre.

La répression et les opérations de communication politiciennes qui visent à conforter l'extériorité et la passivité face aux événements ne dissuadent toutefois pas les collègues de penser qu'il y a bien des revendications sociales légitimes à défendre dans la situation : il y en aura parmi ceux-là en grève le 5 novembre, c'est une certitude.

Des collègues femmes mettent d'elles-mêmes en miroir le traitement policier et juridique de la lutte des jeunes et du 17 octobre et l'absence de réponses institutionnelles vis-à-vis des violences sexistes et sexuelles : « *Ils condamnent ceux qui brisent des vitrines, pas ceux qui brisent des vies.* » L'attentat à Trappes appuie aussi ce genre de comparaison pour relativiser les prétendues violences insoutenables du 17 octobre.

L'atteinte aux libertés publiques depuis les déclarations de Macron jeudi 22 octobre ont choqué celles et ceux qui ne voyaient pas d'un mauvais œil le 17 octobre. L'interdiction préfectorale de desservir en train les gares de Lunel et Sète le 24 octobre pour dissuader des gens d'aller manifester à Montpellier a choqué encore au-delà.

CORRESPONDANT

ÉCHO DE BULLETINS TRANSPORT ÎLE-DE-FRANCE

Lundi, le rassemblement à République contre la tuerie raciste de Trappes a été interdit par une préfecture née avant la honte, qui n'avait même pas coupé la circulation. On s'est retrouvé bloqué au volant de nos bus tellement il y avait de monde ! Une façon de manifester aussi ! C'est d'ailleurs ce qu'ont fait ces derniers samedis plusieurs collègues des ateliers de maintenance ou de la conduite, notamment pour porter la nécessité d'augmenter les salaires. Le 5 novembre et après, en grève et dans la rue !

CORRESPONDANT

Commerce : qui sont les casseurs ?

Des immenses cortèges du 17 octobre, les médias n'ont pas montré grand-chose, pour se concentrer sur les scènes de pillage à Paris, Lyon ou Marseille. La préfecture des Bouches-du-Rhône, incapable ou récalcitrante à donner un nombre de manifestants, estimait en revanche avoir dû faire face à *« 30 000 pillards »*. Rien que ça ! Et les commentateurs de s'empresser de dénoncer, derrière Macron et son gouvernement, l'alliance des « factieux issus de l'ultragauche » et « des racailles », qui auraient mis à sac entre 1 500 et 3 000 commerces en France.

Sans nier que de petits commerces aient été touchés, tous ceux qui pleurent les vitrines brisées et les rideaux sciés oublient de constater que les boutiques de luxe, magasins de fringues, d'électroménager, de cosmétique ou d'alimentation qui ont été la cible de vols d'opportunité, pour s'offrir ce qu'on ne peut pas s'acheter ou se faire un peu de fric en espérant revendre, n'ont pas été visés de façon totalement indiscriminée. Et sans qu'il s'agisse d'en faire une politique, on ne peut que constater que s'est exprimée dans cet élan une forme de revanche à prendre sur les inégalités et sur l'opulence ostentatoire des riches.

Et si les « pilleurs » s'en sont d'abord pris aux chaînes et aux marques de luxe, le petit commerce, celui dans lequel de petits patrons gagnent bien souvent un revenu inférieur au Smic, n'a pas attendu le 17 octobre pour subir de la casse ! Il est surtout étranglé par les banques, par la concurrence capitaliste elle-même, qui favorise les grosses chaînes au détriment des petits, et par un contexte général de contraction de la consommation lié à un appauvrissement de la population. Tandis que chez les gros, c'est la volonté de maintenir un certain niveau de rentabilité qui jette sur le carreau des milliers de salariés, plans sociaux après plans sociaux. Tous secteurs confondus, ce sont 24 000 emplois qui ont été perdus dans le commerce de détail depuis 2023 ! Un rapport du Sénat publié en juin signale que le taux de vacance commerciale, c'est-à-dire les commerces qui ferment sans être repris, est passé de 8,8 % en 2017 à 11,6 % en 2025.

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour que le gouvernement annonce une batterie d'aide aux commerçants, petits… et gros : prise en charge à 100 % par l'État du chômage partiel, report de charges, prêts à taux zéro, fonds de soutien. Mais au-delà des pillages et des réponses sonnantes et trébuchantes, Alexandre Bompard, PDG de Carrefour et président de la Fédération du commerce et de la distribution, et auto-proclamé défenseur du petit commerce sur les plateaux télé avec ses 91 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuels, s'inquiète surtout du climat social et du nécessaire *« retour à l'ordre républicain »* alors que s'ouvre une période habituellement propice à la consommation. *Business as usual !*

CE QUI SE DIT DANS LES RAYONS…

À l'approche du 24 octobre, les préparatifs de la part des directions (vigiles supplémentaires, révision des procédures d'évacuation et de confinement) sous couvert de parer à toute éventualité, alimentaient une certaine psychose chez une partie des collègues, qui pour la plupart voient d'un bon œil les mobilisations en cours, mais s'inquiètent un peu de savoir s'ils pourraient être la cible de pillages, même dans des zones commerciales éloignées des centre-villes.

Vendredi 23, un arrêté préfectoral exigeait de retirer de la vente les couteaux, cartouches et autres battes de baseball. À quand les arrêtés pour retirer de la vente gilets jaunes, cagoules et lunettes de piscine ?

CORRESPONDANTE

"C'étaient des alcools forts qui étaient volés": alors que Carrefour s'effondre en Bourse, son patron affirme que les pillages n'ont rien à voir avec le pouvoir d'achat



À la plateforme industrielle du courrier (PIC) de Lesquin, le mouvement bouscule les préjugés

Le 17 octobre, 16 postières et postiers de l'usine ont participé à la manifestation derrière leur banderole « Postiers en grève ! ». Une bouffée d'oxygène comparée à l'ambiance de caserne de la PIC. Se retrouver ensemble dans la rue, entourés de jeunes et de moins jeunes en lutte, cela donne envie de lutter davantage encore. Et surtout de s'organiser pour le faire.

UNE BOUFFÉE D'OXYGÈNE

Le lendemain, de retour au travail, les collègues demandent *« Comment ça s'est passé ? »*, *« Est-ce que ça a été avec la casse ? »* Les manifestants racontent cette marée humaine qui a défilé avec des revendications bétons contre la vie chère, dans un esprit festif de convergence des colères. Une version bien différente de celle que servaient les plateaux télé… Et qui ébranle les représentations de bien des collègues. Peut-être se laisseront-ils convaincre de venir à la prochaine ?

DANS L'USINE, L'ÉTAT D'ESPRIT ÉVOLUE

Un changement d'état d'esprit s'est d'ailleurs produit dans l'usine entre les premières semaines du mouvement et la suite. La révolte de la jeunesse, ses revendications si proches de celles des travailleurs sur le manque d'argent, la violence de la répression exercée dès le départ, mais aussi un sens de l'humour et du spectacle à toute épreuve – les battle d'aura et les Spiderman ont débarqué sur les écrans et dans les conversations. Tout cela est venu percuter des préjugés pourtant bien enracinés (les jeunes seraient des fainéants, juste bons à tout casser, les luttes ne servent à rien, la police ne fait que son devoir…). Les discussions sont désormais ouvertes sur tous ces terrains !



CE N'EST QU'UN DÉBUT

Le 24 octobre, une poignée de postières et postiers est revenue manifester, contents de redéployer la banderole, un signe de ralliement pour tous les travailleurs qui hésitent encore à rejoindre ce combat initié par la jeunesse.

Les gaz lacrymogènes lancés dans les cortèges par la police ont été l'occasion de respirer la vraie odeur de la démocratie. Cette intimidation n'a pour le moment pas découragé les jeunes participants à revenir de plus en plus nombreux et elle ancre dans les esprits des quelques travailleurs présents que le droit de manifester est un combat.

Et puisque le mouvement s'inscrit dans la durée, d'autres dates sont déjà attendues. Le 31, le 3, le 5 novembre. Autant d'occasions de discuter, convaincre, et revenir plus nombreux et plus forts, en grève et en manifestation. Pour que la peur change de camp, dans la rue comme dans l'usine, face aux patrons.

CORRESPONDANT

DES DISCUSSIONS CHEZ DASSAULT : MOBILISATION ET PRÉJUGÉS

Le 17 octobre a mis dans la rue des grappes de collègues qui ne sont pas habituellement mobilisés. Beaucoup exprimaient leur soutien à la mobilisation, parfois leurs hésitations à y venir et, parmi ceux qui venaient, quelques-uns étaient conscients du risque de répression.

Ils n'ont pas été déçus ! Se faire gazer avant même le début de la manifestation, et ensuite tout du long, ça a bien sûr choqué et énervé les collègues, qui pour beaucoup ont fini par quitter la manifestation. Dès le lundi, ceux qui n'y étaient pas s'interrogeaient : *« Ça a vraiment gazé dès le début ? »* La violence de la répression a choqué. Ce qui choquait plus encore, c'est qu'elle leur semblait aveugle, frappant indistinctement les manifestants les plus paisibles et les « casseurs », voire ne s'en prenant vraiment qu'aux premiers et laissant le champ libre aux autres. Discours partagé par les collègues présents à la manif et par ceux qui n'ont vu que les images du JT et les images de pillages sur les réseaux sociaux.

Si tous condamnent les pillages, certains le font quand même avec une certaine forme de tri, même si les critères différaient d'un collègue à l'autre. Petit florilège : de l'alimentaire, pourquoi pas, mais des produits de luxe ou des motos, non. On ne va pas pleurer pour Louis Vuitton et Apple mais pour les petits commerçants c'est dur. Casser un Decathlon, c'est menacer les emplois.

Mais dans l'ensemble, la casse et les pillages sont condamnés et beaucoup traitaient en héros ceux qu'ils avaient vus en vidéo défendre des magasins. Plus préoccupant, des collègues ont dressé le « profil type » du pilleur, nourri par le racisme ambiant. Entre celui qui déclare avoir vu tous les rayons d'un magasin pillé, sauf le rayon jambon, mais qui se défend d'être raciste, ceux qui expliquent que les produits pillés ont fini dans les cités et les quelques-uns qui attaquent les gitans, le racisme porté par les médias alimente beaucoup de discussions.

Alors bien sûr, tout ça ne pourrit pas toutes les têtes, et ce discours est moins présent dans le milieu syndical et de gauche, peut-être pas complètement absent non plus. Mais, motif d'optimisme, si certains sont refroidis par la répression et les pillages, ça n'en a pas empêché d'autres de venir ou de revenir en manif le 24 !

CORRESPONDANT

Affaire des calots :

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF CONDAMNE L'AP-HP, LA LUTTE PAYE !



Mercredi 28 octobre, le tribunal administratif de Paris a rendu sa décision dans l'affaire de Majdouline B., infirmière sanctionnée pour avoir refusé de retirer son calot. Après avoir balayé l'argument de l'hygiène avancé par la direction de l'AP-HP, le tribunal a estimé que le refus d'obéir à l'ordre de le retirer ne pouvait justifier cette sanction. Surtout, le tribunal a statué : *« L'AP-HP ne pouvait légalement interdire à* [Majdouline B.] *de porter un calot. »* Un désaveu pour la direction de l'AP-HP, qui n'a cessé, en même temps qu'elle s'acharnait à sanctionner Majdouline, de mettre la pression à de nombreuses collègues pour qu'elles ne portent pas de couvre-chefs.

En reconnaissant le caractère illégal de l'ordre, ce jugement représente un véritable point d'appui pour l'avenir. Les directions hospitalières continueront peut-être de jouer les inquisiteurs sur nos vies privées. À cela nous répondrons par la mobilisation collective.

L'hygiène n'était qu'un prétexte, dans une affaire où à l'origine était reproché le *« non-respect de la neutralité »*. Car rappelons-le : un calot chirurgical n'est pas un signe religieux – le fait de le déduire de l'apparence, du nom ou de l'origine supposée des collègues est un acte raciste en soi. Nous ne sommes pas dupes de la laïcité telle que la brandissent les pouvoirs publics et les patrons. Elle sert de masque aux campagnes racistes pour chercher à opposer les travailleurs entre eux, affaiblir le collectif et continuer sans résistance à mener des politiques austéritaires.

Mais les directions oublient une chose : ce sont les travailleurs qui font tourner l'hôpital. Ce sont eux qui assurent les soins, font face aux urgences et compensent chaque jour le manque de moyens. Sans eux, rien ne marche. Et c'est cette force collective qui peut faire obstacle à l'arbitraire. La mobilisation autour de Majdouline l'a montré.

CORRESPONDANTES

MAMERS (72) :

Les urgences de l'hôpital en danger

L'hôpital de Mamers, 5 000 habitants, à la limite de la Sarthe et du très rural département de l'Orne, est vital pour la population des alentours. Il faut rouler 20 minutes de plus pour rejoindre le plus proche, à Alençon – qui forme avec celui de Mamers une seule entité administrative. C'est à cela que sont condamnés depuis vendredi 23 octobre celles et ceux qui auront besoin de son service des urgences. Ce dernier ferme pour un mois, faute de médecins en nombre suffisant.

Une décision que dénoncent les syndicats de l'établissement. Ils pointent le fait que sur les trente jours, le planning de garde ne comportait que sept trous. Une situation certes anormale, mais pas de nature selon eux à justifier la mesure. La population craint à juste titre que cette fermeture annoncée pour un mois se prolonge, voire devienne définitive. C'est pourquoi une manifestation est d'ores et déjà prévue mardi 3 novembre à 14 heures.

CORRESPONDANT

Mme Margueritte n'aime pas les petites fleurs

À Cherbourg (Manche), la maire élue en mars dernier, Camille Margueritte, s'attaque frontalement aux problèmes qui pourrissent la vie de ses administrés. Pas la hausse des prix de l'immobilier, qui battent des records dans toute l'agglomération et obligent la population ouvrière à sacrifier une part croissante de ses revenus pour se loger. Non, ce qui l'occupe, c'est la propreté des trottoirs. Il en coûtera bientôt 135 euros à qui promènera son chien sans avoir au moins non pas un, mais deux sacs à crottes sur soi. Pour le mois qui vient, la maire a demandé aux flics de faire preuve de « pédagogie ». C'est toujours mieux que d'autoriser l'emploi des LBD…

Mais l'amour de la propreté urbaine de la maire, patronne d'une entreprise de services à la personne dans le civil, ne s'arrête pas là. Elle exige de chaque habitant qu'il éradique toute végétation devant chez lui, au motif que les chiens aiment uriner dessus. Là encore sous la menace d'une amende. Résultat, on a pu voir ici ou là des retraités s'acharner en toute hâte sur des pâquerettes récalcitrantes. En sens inverse, des internautes ont fait remarquer sur Facebook que la maire pourrait commencer par nettoyer devant chez elle…

Pendant ce temps, son sénateur de mari, David Margueritte, a été nommé rapporteur de la prochaine loi anti-casseurs, celle qui promet de faire payer la note des dégradations commises dans ou aux alentours d'une manifestation à n'importe quel participant. À commencer par les plantes en pot ?

CORRESPONDANT



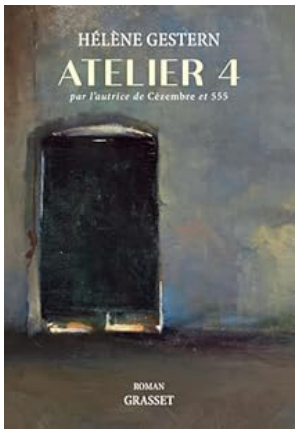
QU'IL SEMBLE LOIN LE BON VIEUX TEMPS DES AMENDES À 68€ POUR DÉFAUT DE SAC À CROTTE…

ROMANS

ATELIER 4

HÉLÈNE GESTERN

Grasset, 2026, 288 p., 21,50 €



L'atelier 4, c'est cet atelier ultrasécurisé de l'usine d'une multinationale fabriquant du papier écocertifié, dans lequel le corps de Natacha, ingénieure chimiste, a été retrouvé. Les policiers venus l'annoncer à Irène, sa sœur, médecin généraliste à Fontainebleau, lui demandent d'identifier le corps.

L'incompréhension s'ajoute à la douleur pour Irène : que faisait sa sœur, de nuit, dans cet atelier où elle n'était pas habilitée à pénétrer ? Accident ? Suicide ? Ces questions la hantent et, malgré les injonctions de ses proches à faire son deuil, elle cherche à comprendre.

Elle rencontre des collègues de Natacha, des avocats que cette dernière avait contactés. Elle découvre que sa sœur vivait un enfer dans son travail, car elle avait découvert des pratiques de *greenwashing*.

L'avancée de l'enquête d'Irène est entrecoupée de monologues de ses patients, qui tous et toutes, lui parlent de leurs souffrances au travail.

L'ensemble, très prenant, dessine un univers dans lequel la fausse bienveillance des grandes entreprises alliée aux mensonges pour protéger leurs intérêts peuvent être meurtriers tout comme la maltraitance vécue par nombre de salariés au travail.

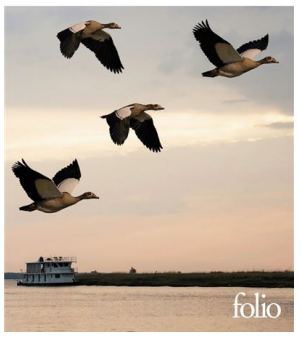
LILIANE LAFFARGUE

TOUS, SAUF MOI

FRANCESCA MELANDRI

Traduit de l'italien par Danièle Valin

Gallimard 2019, poche Folio 2020, 640 p., 10,50 €



Rome, 2010, Ilaria, prof quadragénaire, trouve sur le pas de sa porte, un jeune Africain, Éthiopien, qui lui dit être son neveu, le petit-fils de son père, Attilio Profeti.

Celui-ci, âgé de 95 ans, n'étant plus en mesure de répondre à ses questions, Ilaria, aidée par un de ses frères, se lance en quête d'informations sur la vie de son père. De cartes et lettres dans une boite à la lecture des archives, elle découvre des pans entiers de la vie de son père, de la conquête de l'Éthiopie par l'Italie fasciste entre 1936 et 1941 aux affaires néocoloniales d'après-guerre. Elle le savait séducteur et sans scrupules dans sa vie personnelle (il a eu une double vie, triple en fait) et elle découvre un homme à la personnalité ambiguë, opportuniste dans sa vie professionnelle.

Parallèlement à ses retours dans le passé à différents moments de la vie d'Attilio, sa jeunesse pendant la montée du fascisme notamment, nous suivons Ilaria dans sa vie dans l'Italie affairiste et corrompue de Berlusconi, qui traite mal les migrants africains.

Shimeta Ietmega Attilaprofetti, son neveu, à qui on vient de refuser le droit d'asile, en est l'incarnation, lui qui vient de vivre l'enfer de la migration.

Des aspects peu glorieux de l'histoire de l'Italie nous sont révélés avec la violence et l'horreur de l'occupation par les chemises noires de l'Éthiopie, faite d'exactions, de massacres (utilisation du gaz ypérite), de lois raciales avec l'interdiction du métissage malgré de nombreux enfants nés des « talians », de corruption.

Ce roman touffu de cinq cents pages vaut le coup de faire un effort de lecture tant il est passionnant et instructif, ayant le mérite notamment de faire le lien entre le passé colonial violent de l'Italie et le racisme virulent contre les migrants africains.

L. L.

Jeux vidéo et capitalisme :

tels Mario, les grands groupes continuent de sauter sur la boite à fric



Cela fait longtemps que la logique du fric gâche le plaisir des jeux vidéo. On connaissait déjà les *loot boxes* (loterie payante où on peut gagner aléatoirement un *skin*, un *item*, etc.) et les *downloadable content* (DLC), extensions commercialisées après la sortie du jeu pour obliger les joueurs à payer encore et encore. Mais les grands groupes ont décidé de passer le *level* au-dessus :

- Sony a annoncé la fin des jeux physiques pour janvier 2028. Cela coûtera moins cher en boîte et en disque, mais ce sera toujours le même prix pour le joueur… Et bien sûr, Sony aura le monopole de la vente, car tout sera sur son *store*. Le jeu ne sera plus vraiment à celui qui l'a acheté, seule la licence lui sera louée. C'est la fin de la revente et de l'occasion.
- peu après cette annonce du passage au 100 % numérique, une vieille clause des conditions d'utilisation a refait surface sur les réseaux. Selon elle, Sony peut fermer un compte resté inactif pendant trois ans. Ne pas jouer fait risquer de tout perdre, profil et jeux !
- Xbox (Microsoft) vient de déposer un brevet pour intégrer de la publicité dans ses jeux. À la fin, au moment du *boss*, ou juste avant une cinématique, tiens, *« Salut, c'est Franck Lebœuf »*…

L'industrie du jeu vidéo, comme celles de la musique ou du cinéma, rapporte déjà énormément d'argent, mais il en faut toujours plus. Ajoutons à cela les licenciements à la pelle dans le secteur ainsi que le rachat et le démantèlement de beaucoup de studios ces dernières années.

Pour beaucoup de *gamers*, jouer est une manière de s'évader, d'échapper au quotidien. Mais pour en finir avec ce poison du profit qui contamine tout, même les moments de divertissement, il faudra bien se réveiller et lutter pour un monde plus juste… comme dans beaucoup de jeux vidéo.

RYO SERIZAWA



Agenda









La politique du NPA-R dans le mouvement en cours et ses coordinations

Qu'il s'agisse d'autorisation de parcours de manif ou de négociations dans les salons feutrés de Matignon, la bourgeoisie cherche à canaliser les explosions sociales en légitimant ses « partenaires sociaux » et en choisissant ses interlocuteurs. En désignant lui-même les vrais « dirigeants » et en organisant la répression des « gens qui n'ont aucune légitimité », le gouvernement désigne pour directions naturelles du mouvement les directions syndicales avec lesquelles il compte bien trouver sa « solution » à la crise sociale. Nos perspectives sont différentes : le mouvement doit être dirigé par celles et ceux qui le font vivre et qui s'en donnent les outils. C'est le seul moyen d'assurer la victoire.



CORTÈGE DE LA COORDINATION LYCÉENNE PARIS BANLIEUE


MANIF DU 24 OCTOBRE À PARIS.
IMAGE : PHOTOTHÈQUE ROUGE

QUI REPRÉSENTE LE MOUVEMENT ? LES APPAREILS SYNDICAUX ET POLITIQUES PRÉEXISTANTS, OU LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES ?

Les assemblées générales embrassent l'ensemble des jeunes en lutte, membres d'une organisation ou non, pour décider d'une orientation politique commune. Les AG sont donc les organes les plus représentatifs de la mobilisation à un moment donné, contrairement aux partis ou syndicats qui n'organisent qu'une fraction – plus ou moins importante – des jeunes mobilisés.

Malgré leur représentativité, les assemblées générales, « parlements de la lutte », ne sont pas capables seules de peser face aux appareils préexistants. Si les AG ne se dotent pas d'un « exécutif », un comité de mobilisation élu et révocable, capable de transformer les prises de positions, les votes, en actes dans la réalité, et de formuler une politique entre deux AG, le « parlement de la lutte » n'est qu'un moulin à parole (comme le sont d'ailleurs les parlements bourgeois).

Mais des comités de mobilisation ne peuvent avoir qu'une influence restreinte au périmètre de leur AG : un campus, un lycée. Le gouvernement et les syndicats, eux, exercent leur politique à l'échelle nationale. Pour gagner, le mouvement doit être capable de mettre en œuvre sa politique à la même échelle : il faut coordonner les assemblées générales et comités de mobilisation sur l'ensemble du territoire.

QUELLES ÉTAPES POUR CONSTRUIRE UNE COORDINATION ?

Comment parvenir à mettre sur pied une coordination nationale ? Pour l'instant, les assemblées générales dans les lieux d'étude sont numériquement faibles, malgré des centaines de milliers de jeunes dans les manifestations. C'est la réalité d'un mouvement où les établissements se retrouvent fermés. Attendre, dans cette situation, que les AG existent dans tous les établissements et atteignent des milliers de participants, cela reviendrait pour les jeunes en lutte à laisser les mains libres aux appareils préexistants et à leurs directions. Or, les fractions de la jeunesse mobilisée doivent en entraîner d'autres sans attendre, derrière une politique qui corresponde réellement aux intérêts généraux du mouvement. Être « légitime » ou « représentatif », c'est faire avec celles et ceux qui luttent, qui veulent lutter et qui sont là.

C'est en déployant une orientation politique que les coordinations existantes vont convaincre de leur utilité et se renforcer. Cela pourra susciter la volonté, « à la base », d'envoyer davantage de délégations (d'ailleurs révocables), de discuter davantage en AG locale de ce qu'il faudrait défendre en leur sein, jusqu'à entraîner dans ses rangs les organisations syndicales, qui réagissent bien vite lorsqu'elles craignent d'être débordées. Les coordinations, comme les AG, ne sont pas « antipartis » ou « antisyndicats ». Toutes celles et ceux qui luttent y ont leur place, et des organisations peuvent bien y défendre leur politique, si elles acceptent de la soumettre au contrôle des étudiants mobilisés.

STEFAN INO

DES INTERFACS À LA COORDINATION NATIONALE ÉTUDIANTE, OÙ EN EST LA STRUCTURATION DU MOUVEMENT ÉTUDIANT ?

L'irruption des étudiants dans la mobilisation initiée par les lycéens a rapidement amené le gouvernement à appliquer aux universités ce qu'il imposait aux lycées : des fermetures administratives. De Rennes à Strasbourg en passant par Nantes et Bordeaux, les étudiants mobilisés se sont naturellement regroupés en « interfacs » pour définir les objectifs de leur mouvement et briser l'isolement.

À Paris, Lille et Lyon, ces assemblées générales interfacs se sont dotées de comités de mobilisation à même de rythmer la lutte, notamment en appelant à des manifestations, élisant des services d'ordre, voire des porte-paroles pour occuper l'espace médiatique (comme à Lyon). En Île-de-France, le rapport de force engagé par l'interfac avec la préfecture – mais aussi l'intersyndicale – concernant les parcours de manifestations, lui a permis d'apparaître comme une véritable force politique à prendre en compte dans la mobilisation – certains membres du comité de mobilisation de l'interfac intervenant maintenant fréquemment dans les médias, comme Coppélia Moreau et Mathis Aversenq.

Réunie pour la première fois à Grenoble le 18 octobre avec 34 délégations élues et 11 observatrices issues de l'ensemble du territoire, la coordination nationale étudiante va tenir sa deuxième échéance le week-end des 31 octobre et 1er novembre. Elle est l'expression d'étudiants mobilisés qui cherchent à se donner des perspectives, à se coordonner pour faire face aux *lock-out*, à la répression et à amplifier la mobilisation sur les campus. Alors que les syndicats étudiants et lycéens négocient matin midi et soir avec le gouvernement, revendiquent un prétendu *leadership* sur le mouvement, la CNE permet d'être l'expression de ceux qui font vraiment ce mouvement – et ceux-là ne souhaitent ni des négociations ni des miettes !

La CNE a déjà réussi à impulser des manifestations dans une quinzaine de villes étudiantes le 22 octobre, malgré les interdictions de manifester. Elle se prépare à faire de même le 3 novembre, afin de rendre visible la force de la mobilisation étudiante à la sortie des vacances, pour convaincre les travailleurs encore hésitants à se jeter dans la mêlée. Malgré les tentatives de l'intersyndicale de contourner ces cadres auto-organisés (comme ce fut le cas avec l'interfacs parisienne) la CNE appelle à rejoindre l'appel du 5 novembre à la grève générale, une date qui sera l'occasion pour des milliers de travailleurs de se joindre aux étudiants.

> « Sans ces embryons de coordinations, aucun autre agenda ne peut exister si ce n'est celui de l'intersyndicale. »

Sans ces embryons de coordinations, aucun autre agenda ne peut exister si ce n'est celui de l'intersyndicale. La CNE a beau n'en être encore qu'à ses premiers pas – le mouvement étudiant lui-même doit encore se développer dans les facs –, même si elle s'est dotée d'un comité de mobilisation national, avec des réseaux sociaux et une caisse de grève, elle doit se tenir prête à proposer une politique alternative, qui soit entre autres indépendante d'éventuelles manœuvres de l'intersyndicale. Ce sera le meilleur moyen d'éviter que l'explosion de la jeunesse soit canalisée par les appareils syndicaux et électoralistes de gauche, et le meilleur moyen que celle-ci puisse ouvrir des perspectives au monde du travail.

S. I.

De l'explosion des colères à leur coordination : les lycéens s'organisent !

Les lycéens se sont organisés dès le début. Combien de groupes Snap pour prévoir les blocus ? Sûrement autant que de lycées mobilisés ! Mais rapidement, le besoin de se retrouver « en vrai » pour décider ensemble s'est fait sentir.



CORTÈGE DE LA COORDINATION LYCÉENNE PARIS × BANLIEUES.

Par en haut, par en bas, par où commencer ?

L'organisation de la lutte par ceux qui luttent ne tombe pas du ciel. Alors on la commence là où c'est possible. Dans des lycées de Besançon ou Toulouse, des assemblées générales ont pu se tenir à plus d'une centaine. Ailleurs, fermeture administrative et répression policière ont mis à mal les réunions par lycée. Les lycéens se sont donc réunis à tous les niveaux, chaque échelon renforçant les autres. Par exemple, ceux qui s'organisent pour les blocus de Sevran, Aulnay et Villepinte (Seine-Saint-Denis) se réunissent en coordination 93 nord, animent la coordination Paris-banlieue et participent à la coordination nationale lycéenne (CNL), comme c'est aussi le cas dans le 94 ou dans la coordination ouest Île-de-France.

Trop tôt pour du national ? Pas du tout ! La première réunion de la CNL le 11 octobre a donné envie de mieux organiser la seconde, avec plus de délégations élues, plus de mandats, et surtout plus de villes ! Pari réussi : de Rennes à Aix et de Lille à Bordeaux, 18 villes hors IDF sont revenues, avec à leur côté des villes de banlieue parisienne comme Courbevoie (92), Cachan (94) ou La Courneuve (93).

Quartiers populaires et beaux quartiers ?

Dans la salle, tout le monde sait qu'entre les lycées de Saint-Denis et Henri IV, il y a un ou deux zéros de différence sur le compte bancaire des parents. Ça préoccupe : il ne faudrait pas que les intérêts des quartiers pauvres passent à la trappe ! Tous cherchent à ce que les lycées de banlieue soient au premier rang de la lutte et sous les projecteurs. Côté lutte, ça va, car ce sont eux qui dirigent depuis le premier jour. Côté projecteur, les coordinations font des tentatives : manifestation dans le 93 et bientôt dans le 94, cagnottes pour que l'argent ne bloque pas les déplacements à Nancy, faire gaffe à ce que ceux à qui l'État dit *« fermez-la, la politique ce n'est pas pour vous »*, soient de toutes les délégations et de toutes les prises de parole. Surtout, chaque vidéo et chaque tract rappelle que la colère vient des inégalités, qu'on ne croit pas à la méritocratie, qu'on veut la fin du tri social à l'école et des moyens pour les lycées populaires.

La politique, la vraie !

À tous ceux qui disaient qu'il faut passer par les grandes écoles pour faire de la politique, les lycéens ont prouvé le contraire. De 14 à 18 ans, réunis parfois à plusieurs centaines, ça discute sec. Que revendiquer ? Comment s'organiser ? Parler au micro de BFM pour ne pas laisser les plateaux aux racistes ? Encore faut-il aussi avoir nos propres moyens d'expression – conférence de presse à Nantes, meeting « Paris-banlieues », comptes Instagram, etc. Comment être le plus représentatif des groupes mobilisés ? Faut-il faire tourner les délégués ou surtout en faire grossir le nombre pour ne pas perdre l'expérience accumulée de semaine en semaine ? Faut-il ne faire voter que les délégations mandatées, ou faut-il pour l'instant s'assurer que tous les lycéens mobilisés participent en se sentant représenter plus qu'eux-mêmes ?

Surtout, notre démocratie, elle, agit. Pour appliquer les votes, les coordinations se sont dotées de comités de mobilisation. Ils organisent des cagnottes avec des trésoriers mandatés, déclinent les appels en tract à destination des travailleurs, gèrent ensemble les réseaux sociaux et les contacts presse, préparent les manifestations et prochaines assemblées (salle, visuels, ordre du jour) et y rendent des comptes devant tous leurs camarades. Et ça marche ! Les participants de la coordination nationale sont unanimes : la deuxième était mieux, pas par magie mais parce que leur équipe de liaison l'avait préparée en mettant au pot commun toutes les idées et toutes les expériences.

Qui décide ?

Ça, le gouvernement n'aime pas du tout. Il n'a pas de bon interlocuteur à qui s'adresser pour essayer de faire gober trois miettes et que tout le monde rentre à la maison. Il a tenté pourtant en convoquant dans les salons un (ex) lycéen fan de Macron et des syndicats qui ont « lycéen » dans leur nom. Qui les a mandatés pour parler au nom de milliers de jeunes mobilisés ? Qui défend d'aller gratter un Parcoursup 2.0 pendant que des centaines de lycéens dorment au commissariat ?

Au contraire, l'appel de la première coordination nationale refuse les représentants auto-proclamés. Rebelote à la deuxième, encore plus explicitement : ce n'est pas par des négociations avec l'État qu'on arrachera nos revendications. Car sur les délégations présentes, plusieurs ont déjà goûté aux enfumages du dialogue social et l'ont fait savoir. À Grenoble, la délégation partie au Sénat a vu les vieux sages rire des violences policières. À Villepinte, la maire a fini par déchirer les notes prises avec les lycéens en leur affirmant que de toute façon, *« on n'y peut rien »* ! Quant aux annonces du gouvernement lundi 26 octobre, elles ont surtout prouvé que seule la lutte paie… et que le compte est encore loin d'être bon. La réponse de la CNL ? Poster le jour même une piqûre de rappel de ses votes en assemblée générale : la fin de Parcoursup maintenant, pas sa refonte en 2028 ; des classes à 25 partout, pas une seconde à 28 suivie d'une première à 38.

Une question revient, comment gagner ?

La coordination a proposé une sorte de calendrier national des luttes. Rendez-vous les 20, 22, 24, 31… Les vacances ne font pas baisser le rythme ! Quand des voix dans la salle se préoccupent de ne pas s'éparpiller, ce n'est pas pour tirer en arrière, mais pour rappeler de se réunir dans chaque ville pour faire exister tout ça. Car tous sentent que ce sont des points d'appui pour une belle reprise dès que les lycées rouvriront, avec une journée de mobilisation nationale le 3 novembre !

Depuis deux semaines, ça se couple avec une autre discussion : comment jouer la carte de l'extension côté travailleurs ? Des équipes de Toulouse, Nantes et Paris ont passé quelques matinées devant les hôpitaux, La Poste et la SNCF. Les cortèges des étudiants de la santé et du travail social ont été remarqués à Paris, au point où les lycéens reprennent leur slogan *« Payés 1 euro ? De l'argent pour les hostos ! »*

Mais en assemblée, ça discute surtout de comment faire basculer des pans entiers du monde du travail dans la lutte. Pour ça, une réponse se dégage : montrer qu'on est conscient d'être un bout d'un mouvement plus large.

Au programme donc : retourner dans la rue avec cortèges lycéens, banderoles, slogans. Mais aussi préparer en assemblées une réponse au gouvernement qui tente de réprimer, acheter et diviser le mouvement. La coordination Paris-banlieue s'est déjà dotée d'une nouvelle banderole : *« Les lycéens visent le bac, la BAC vise la tête ! »* De quoi remettre les points sur les i : les vrais violents, s'ils ne crament pas des poubelles, c'est parce qu'ils ont des uniformes et des costards !

CORRESPONDANTS